

La femme en Union Soviétique
Women in the Soviet Union
La mujer en la Unión soviética

G. R. BARKER

Volume 4, numéro 2, novembre 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001022ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001022ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

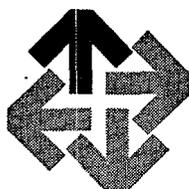
Citer cet article

BARKER, G. R. (1972). La femme en Union Soviétique. *Sociologie et sociétés*, 4(2), 159–192. <https://doi.org/10.7202/001022ar>

Résumé de l'article

L'auteur pose les problèmes essentiels de la libération des femmes, et il rappelle ensuite la doctrine de Marx et Engels sur ce sujet. Dans une seconde partie, il étudie l'évolution de la situation de la femme en U.R.S.S. depuis la Révolution jusqu'à aujourd'hui ; il analyse les différentes contradictions dans la société soviétique, et concentre ensuite son analyse sur les problèmes de l'emploi, des revenus, de l'accessibilité à l'instruction. De plus, il aborde le problème de la liberté sexuelle et les limites qui lui sont imposées. Enfin, il examine le rôle des femmes dans le domaine politique et social et s'efforce de montrer quelles pourraient être certaines des conséquences prévisibles de la situation actuelle de la femme. Cet article est basé sur les publications et documents soviétiques.

La femme en Union soviétique*



G. R. BARKER

I. L'APPARITION D'UN NOUVEAU FÉMINISME

1. *Historique*

Le mouvement pour l'égalité des droits civiques de la femme, né en Europe et en Amérique au XIX^e siècle, s'est éteint en 1920. Peu après le début du siècle ce puissant mouvement avait pris pour cible unique, le droit de vote féminin. Dans les années qui suivirent la Première Guerre mondiale, ce but fut atteint pratiquement partout, et tout ce qui s'était accumulé de conscience féminine, d'esprit militant, de solidarité, d'expérience politique et d'organisation, se dispersa. Le terme même de « mouvement féministe » finit par paraître anachronique.

1.1. Les cinq dernières années

Aujourd'hui les thèmes de la femme opprimée et de la liberté féminine sont à nouveau rebattus par les *mass media*. Les femmes mettent à profit les complexités juridiques de leur pays pour invoquer avec une insistance provocante les lois anti-discriminatoires en faveur de l'égalité sexuelle. Rares sont les grands mouvements politiques qui n'ont pas soulevé, la plupart du temps avec amertume et agressivité, la question du rôle et du statut de leurs membres féminins. Dans la plupart des villes des États-Unis et d'Europe, on voit des groupes de femmes

* Ce texte, traduit de l'anglais par Jean-Claude Robert, a été présenté au XII^e Séminaire international de Moscou sur la famille, du 12 au 23 avril 1972.

passer la condition féminine au crible et faire de l'agitation publique pour obtenir réparation. Il se publie en anglais seulement, quelque trois douzaines de magazines sur le sujet. Les mouvements féminins peuvent à nouveau mobiliser les femmes (35 ou 40 mille dans les rues de New York, en août 1970).

2. *Origines de cette nouvelle vague*

2.1. Causes

Il n'y a pas un facteur qui expliquerait à lui seul de façon satisfaisante ce phénomène. En fait, durant l'hiver 1967, un enchaînement de processus sociaux complexes semble avoir poussé un groupe de femmes à l'action politique et sociale. Les premiers pas faits aux États-Unis ont eu presque instantanément un retentissement à l'étranger, notamment en Europe occidentale. Il semble que des facteurs économiques, culturels, sexuels et sociopolitiques y aient joué un rôle, et les processus sociaux à long terme ont accumulé les tensions qui n'attendaient que l'expérience décisive de certains groupes de femmes pour se manifester.

2.1.1. *Le travail féminin.* — En 1950, dans les sociétés industrielles, le travail féminin était depuis longtemps courant. En Grande-Bretagne, par exemple, un quart environ de la main-d'œuvre était de sexe féminin depuis soixante-dix ans à peu près. L'industrialisation avait d'abord sapé puis enfin éliminé les fonctions productrices de la famille pour la grande majorité de la population. Les femmes se retrouvaient dans un éventail très restreint d'emplois et constituaient la main-d'œuvre non qualifiée ou semi-qualifiée. Il s'agissait en grande partie, premièrement de travaux élémentaires dans l'alimentation, le vêtement, le commerce des biens de consommation et la distribution, secteur qui avait remplacé le rôle économique de la femme dans la maison, et, deuxièmement, de services de secrétariat et de travail de bureau.

Les phénomènes économiques et sociaux que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont subi, au cours des années 50 et 60, ont entraîné un accroissement de la proportion des femmes dans la main-d'œuvre qui a atteint à peu près 40 %. Neuf femmes sur dix aux États-Unis touchent à un moment ou l'autre de leur vie, de l'argent pour leur travail et, dans de nombreux cas, il s'agit de longues périodes. L'expérience du travail est loin d'être, comme autrefois, réservée aux femmes des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, ou à celles qui vivent dans les zones où se trouvent concentrées les industries traditionnellement féminines (comme celle du coton). Mais l'accroissement du pourcentage des femmes dans la main-d'œuvre a été accompagné cependant d'une *baisse* de leur pourcentage dans les emplois qualifiés.

Les femmes travaillent d'abord par nécessité financière, pour conserver à leur famille un niveau de vie conventionnellement acceptable pour leur classe. Elles fournissent généralement un appoint au revenu *familial* constitué principalement par les gains des hommes (pères et époux). Ces conditions déterminent nécessairement en grande partie leurs attitudes sociales et politiques. Le salaire des femmes est de beaucoup inférieur à celui des hommes. En Grande-Bretagne, le salaire féminin moyen est inférieur à la moitié du salaire masculin et, en fait, a décliné par rapport à ce dernier au cours de la dernière décennie. (Bien que des lois contre la discrimination aient été votées récemment et progressivement pour réaliser dans l'économie « le salaire égal pour un travail égal », il y a peu de chance que les différences de salaire s'amenuisent beaucoup.) Presque tous les emplois

(environ 95 % en Grande-Bretagne) que les employeurs définissent « comme emplois féminins » sont tenus uniquement par des femmes et sont au bas de l'échelle des salaires. Le taux des femmes syndiquées en Grande-Bretagne représente seulement la moitié de celui des hommes. Ce salaire féminin est, dans la majorité des cas, insuffisant à assurer une existence indépendante et, *a fortiori*, celle de personnes à charge.

Un trait important de ces différences de salaire et de cette structure de l'emploi est qu'elles s'appliquent aussi bien à la majorité des femmes accomplissant des tâches administratives ou intellectuelles qu'aux ouvrières. Sans égard pour leur qualification, les femmes tendent à occuper dans leur branche des emplois bien payés, mais comportant le moins de responsabilité et à être en deçà de leurs possibilités. Elles constituent une proportion importante du « prolétariat intellectuel » de l'industrie moderne. Ce sont ces femmes qui, en vertu de leur éducation, sont portées à avoir la conscience la plus aiguë de l'écart entre leurs attentes et la réalité de l'emploi. (Pour la même raison beaucoup d'entre elles seront particulièrement sensibles à l'exploitation que fait la publicité de leur sentiment d'insécurité et, en tant que mères et épouses, pour toucher en elles les consommatrices.)

Ainsi, l'expérience vécue de la femme comprend à la fois des périodes de travail sous-payé dans des sous-emplois et des périodes d'isolement domestique consacrées bénévolement à des besognes serviles, routinières, sous-capitalisées et improductives. Aucune de ces situations ne lui donne l'expérience de l'indépendance financière et de la solidarité sociale.

2.1.2. *Instruction.* — Les possibilités culturelles apparemment accrues (par exemple, l'accès à l'enseignement supérieur grandement facilité) ont mis un grand nombre de jeunes filles face à l'écart qu'il y a entre les espérances et les attentes, entretenues par la société officielle, et les réalités qu'elles affrontent quand elles veulent profiter des chances apparemment offertes. Bien que quelques nations industrielles aient, de toute évidence, haussé leur niveau d'instruction et leur participation féminine, l'image générale reste la même : que le phénomène se produise plus ou moins tôt, au niveau secondaire ou supérieur, on observe que la proportion de jeunes filles décroît à mesure que le niveau de travail accompli s'élève, que la spécialisation tend à préparer des diplômés aptes à remplir des tâches mieux payées, plus prestigieuses ou plus intellectualisées, et que les établissements considérés jouissent d'une plus grande notoriété. Le temps passant, les portes ouvertes à une jeune fille sont moins nombreuses à mesure que s'élèvent ses aspirations. C'est la conséquence des pressions sociales et économiques que font sur elles à la fois la famille, les condisciples, le mariage, l'idéologie en général, ou celui de ces « concurrents » qui se fait le plus pressant. C'est aussi le résultat d'une discrimination affichée ou hypocrite, se manifestant de front ou par la bande. En fait, la proportion des lectrices d'ouvrages scientifiques a baissé en Grande-Bretagne depuis la Seconde Guerre mondiale ; aux États-Unis, la proportion des femmes obtenant leur doctorat n'est, dans les années 60, que les deux tiers de celle de 1930. Les jeunes filles assez chanceuses pour passer à travers les mailles du filet et accéder à l'enseignement supérieur trouvent en général, à l'intérieur des établissements en question, une authentique égalité et participent à leurs activités à part entière. Par la suite, l'expérience de la chasse à l'emploi, dans les conditions que nous venons d'évoquer, est d'autant plus démoralisante que les aspirations sont plus élevées.

Les jeunes filles diplômées sont, en fait, anormalement nombreuses dans les rangs des fondatrices des mouvements de libération de la femme. Ces jeunes femmes cependant ayant consacré les cinq, six, ou sept dernières années de leur vie à développer leur intelligence et leur sensibilité, sont peut-être plus conscientes que d'autres de la « sexploitation » commerciale délibérée qui envahit notre société, et aussi plus touchées par l'affront que constitue cette manipulation qui, pour vendre, cultive des images de femmes irréelles et érotiques, incite les jeunes filles à la compétition sexuelle pour qu'elles restent à la hauteur de ces modèles fallacieux et superficiels de la séduction, dévalue ainsi socialement dans notre culture les qualités de l'esprit et de la personne, et pourrit les bases de l'amitié et de la solidarité entre jeunes femmes.

2.1.3. *Facteurs sociaux sexuels.* — Tandis que cet élément commercial de la culture de l'*establishment* travaille en force pour faire des femmes des « objets sexuels » aux yeux des hommes, la morale religieuse et officielle cultive en même temps l'idéal de la mère et de l'épouse sanctifiée, qui trouve ses satisfactions les plus profondes dans la maternité, l'effacement et le don de soi à la famille. En fait, la maternité et la puériculture occupent bien moins de place qu'autrefois dans la vie d'une femme. L'espérance de vie s'est allongée et le nombre moyen d'enfants a diminué. Ils naissent d'ailleurs plus tôt. Une Anglaise d'aujourd'hui passe à peu près quatre ans en grossesse et en soins aux nourrissons, ce qui constitue les 5 % d'une vie de 75 ans. Il y a quatre-vingts ans ce chiffre était de 15 sur 47 (32 %). Dans de telles conditions la « vocation de mère » ne peut que perdre de sa vraisemblance. Notons en outre que la génération des mères des jeunes filles d'aujourd'hui, née dans les années 20, a été elle-même une des premières à connaître le choc de la déception. Des études montrent le niveau élevé d'insatisfaction conjugale et l'absence de participation des maris à la vie familiale, ce qui est corroboré par le taux de divorces de cette génération.

La génération actuelle des jeunes femmes est soumise non seulement à l'exemple de leurs mères, mais encore à trois facteurs qui influent sur leur vie sexuelle et sur leurs rapports familiaux. En premier lieu, les méthodes anticonceptionnelles. La « pilule » s'est généralisée en Amérique et en Europe occidentale, il y a une dizaine d'années. Son efficacité presque absolue offre, pour la première fois dans l'histoire, la possibilité de séparer chez les femmes la vie sexuelle de la fonction de reproduction. Elle n'est pas loin d'être maintenant universellement répandue chez les jeunes femmes, particulièrement chez les plus éduquées qu'elles soient mariées ou non.

En deuxième lieu : les connaissances en matière sexuelle. La physiologie sexuelle a été approfondie après la guerre et ses résultats ont été largement vulgarisés dans la dernière décennie par les livres de poche et les grands magazines. Les femmes (et les hommes aussi bien) sont aujourd'hui au courant, plus que jamais dans notre culture en tout cas, des possibilités sensuelles et orgasmiques de la femme. Elles savent comment réaliser ce potentiel et considèrent le plaisir sexuel comme un droit fondamental.

En troisième lieu : la largeur d'esprit. Plus importantes peut-être que toute autre chose, de nouvelles attitudes à l'égard du comportement sexuel ont aidé au délabrement des valeurs hiérarchiques qui, en Occident, s'est produit dans le dernier quart de siècle. Cet effondrement, qui touche non seulement les rapports de sexes

mais aussi les rapports de classes et de générations, semble avoir eu pour composante :

- 1) La décadence définitive des groupes sociaux procapitalistes et la disparition du prestige des valeurs qu'on leur associait ;
- 2) L'augmentation considérable du revenu réel de parties importantes de la classe ouvrière, y compris, pour la première fois, la jeunesse ouvrière ;
- 3) L'apparition de vastes secteurs d'industries et de services culturels populaires pour répondre aux demandes de cette classe ouvrière ;
- 4) L'affaiblissement constant du rôle des croyances religieuses et des normes morales en grande partie calquées sur les valeurs hiérarchiques antérieures au capitalisme ;
- 5) Parallèlement, le discrédit dans lequel sont tombées les notions de supériorité raciale ou nationale chez de nombreux jeunes gens, après avoir prévalu pendant plusieurs générations au sein de la culture populaire des pays métropolitains. Bien que ces phénomènes aient été le reflet d'un renforcement de la concentration du capital, on peut dire qu'ils étaient en général démocratiques, libéraux et démystificateurs. Ils semblent avoir renforcé les femmes dans leur tendance à considérer les hommes, en tant qu'individus, sur un pied d'égalité.

2.1.4. *Facteurs sociaux politiques.* — Le fait que les femmes ont obtenu le droit de vote après la Première Guerre mondiale n'a pas changé grand-chose pour elles. Les pionnières de la première vague féministe l'avaient si ardemment désiré et s'étaient si longtemps battues pour l'obtenir qu'il avait fini par sembler une panacée, surtout aux yeux des membres de la couche supérieure de la classe moyenne. La nouvelle prérogative fut loin d'être utilisée avec enthousiasme et les féministes les plus radicales eurent la déception d'apprendre par les « pséphologues ¹ » que les suffrages féminins tendaient à soutenir les candidats de la droite. Les candidates restèrent l'exception. L'obtention de ce droit n'aidera guère, pour ne pas dire du tout, à l'abrogation de la discrimination légale, et moins encore à la disparition des distinctions sociales et institutionnelles défavorables aux femmes. Tous les pays occidentaux ont maintenu, à des degrés différents cependant, des systèmes limitant les droits de la femme, et surtout ceux de la femme mariée, à être partie contractante, à disposer de biens, à profiter de l'enseignement, à devenir membre des professions libérales, à obtenir le divorce ou, en termes plus généraux, à être considérée comme un personnage important de la vie publique. Le succès de femmes exceptionnelles qui « percèrent » fut tout simplement utilisé par les idéologues de la masculinité pour faire ressortir davantage le fait que les masses féminines « ne s'en sortaient pas », qu'elles étaient par nature incapables de réussites personnelles ou ne pouvaient y prétendre qu'en y laissant leur « authentique féminité ».

Dans l'entre-deux-guerres et dans les vingt ans qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, certaines femmes se lancèrent dans les organisations professionnelles, sociales et politiques et même dans quelques organisations spécifiquement féminines. Dans la mesure où elles en avaient ces organisations tendaient à laisser leurs buts féministes au second plan et à donner la priorité aux buts dominants explicites ou, dans le cas des organisations strictement féminines, aux intérêts à court terme. C'est aussi vrai pour les organisations radicales et socialistes que

1. *Psephology*, terme employé par les sociologues anglais en sociologie électorale in *A Dictionary of Social Sciences*, New York, Free Press, 1964.

pour les autres. On y était peut-être plus attentif qu'ailleurs aux conventions non discriminatoires signées par des organismes comme la S.D.N., l'O.N.U., le B.I.T. Apprendre que la constitution soviétique citait expressément l'égalité des femmes ou bien qu'il existait en U.R.S.S. des grutières et des femmes capitaines de navire, aidaient à composer l'image d'un ordre de chose idéal. Mais ce dernier n'avait pas de rapport réel avec leurs activités et leurs intérêts politiques et n'était pas, de toute façon, à leur portée. Au fil des événements, les hommes politiques évoquaient la liberté, l'égalité, l'autonomie, la dignité, et j'en passe, mais il ne venait à l'esprit de personne, même pas des intéressées, que ces notions pouvaient avoir un rapport quelconque avec les femmes de leur société. C'était le pays voisin qui manquait de liberté, l'ouvrier qui souffrait d'injustice sociale, le colonisé à qui l'on devait l'indépendance.

Cependant, l'expérience qu'avaient acquise ces femmes dans certains mouvements récents, semble avoir été un facteur important dans la renaissance du féminisme d'abord sans doute aux États-Unis, puis dans toute l'Europe occidentale. Cette expérience leur venait en premier lieu du mouvement pour les droits des Noirs, convertis en *Black Power*, puis des mouvements anti-impérialistes de la lutte contre le Viêt-nam, qui ne prit pas seulement des formes politiques, des mouvements provoqués par des jeunes et des étudiants contre ce que la société leur a signé d'avance : une place dans le prolétariat intellectuel, une condition de « pauvre nouveau style » au sein d'une machine sociale dominée par des valeurs basement matérielles et réactionnaires.

Tous ces mouvements eurent sur certaines participantes une double influence : elles découvrirent d'abord qu'en dépit de la camaraderie qui y régnait, on attendait d'elles qu'elles soient les traditionnelles auxiliaires et qu'elles remplissent des tâches presque domestiques, le travail de secrétariat et les fonctions sexuelles, et que toute tentative faite pour échapper à ces rôles produisait souvent dans quelque groupe que ce soit des manifestations franchement hostiles et méprisantes de la part des militants masculins. Elles constatèrent aussi qu'à l'intérieur de mouvements particuliers se développaient une idéologie prônant le rejet global des valeurs de l'adversaire perçu comme un bloc réactionnaire (culture blanche, culture de *l'establishment*), et une structure de l'organisation fondée sur des groupes autonomes (pouvoir noir, pouvoir étudiant, contre-culture) ; il y avait là l'exemple d'une stratégie politiquement efficace. L'engagement initial de ces femmes dans la recherche de la liberté, la conscience d'être opprimées au sein de leur organisme même et enfin la familiarité avec l'idée de groupes d'action sociale, tout cela semble avoir permis directement et naturellement à l'idée de libération de la femme de se faire jour et aux premiers groupes américains de se former. Aussitôt vinrent à eux de partout les « forces de réserve » que les facteurs, dont nous venons de parler, avaient créées. Ces groupes mobilisèrent sans mal bien des femmes auparavant à l'écart des mouvements sociaux et politiques, en commençant par les plus jeunes et les plus cultivées. Cette idéologie et ces organisations ont apporté un sang neuf aux sections féminines des syndicats, aux partis socialistes et radicaux et aux groupements féminins, bien qu'à des degrés différents ; dans l'ensemble, pourtant, elles restèrent dans le champ de la concurrence professionnelle et sociale.

2.2. Pronostic

Bien sûr jusqu'à présent, seule une petite minorité de femmes est engagée dans ce mouvement, quel que soit le pays que l'on considère. Si on cherche les facteurs dont la combinaison a fait prendre conscience à cette minorité puis l'a poussée à l'action, on peut alléguer que ce sont les changements sociaux en profondeur dont pratiquement personne n'a été préservé. Chaque femme poussée à l'action s'est certainement trouvée, à titre individuel, au confluent de ces forces particulièrement puissantes, outre qu'elle était d'ailleurs soumise à d'autres facteurs personnels que nous avons laissés de côté comme l'état d'esprit ou l'expérience du vécu. Si on tient donc ces éléments pour les facteurs déterminants, il semble tout à fait probable que le mouvement féministe radical sera, sous une forme ou une autre, un protagoniste important dans la vie sociale et politique et qu'il marquera l'histoire de notre société. Le développement de ces idées ne peut qu'influencer à l'échelle mondiale sur notre culture.

3. Exigences et idéologie du nouveau féminisme

3.1. Exigences d'ordre politique

Dans pratiquement tous les pays, les mouvements de libération ont présenté quatre exigences :

- 1) À travail égal, salaire égal (un salaire suffisant pour donner aux femmes l'indépendance financière) ;
- 2) Des chances égales dans l'enseignement et dans l'avancement professionnel (les femmes veulent avoir accès aux emplois les plus spécialisés et les plus intéressants et aux postes de responsabilité) ;
- 3) Un libre choix dans les méthodes anticonceptionnelles et l'avortement (les femmes veulent maîtriser leur fonction reproductrice, faute de quoi elles ne sauraient maîtriser leur vie) ;
- 4) Des garderies ouvertes 24 heures sur 24 et prises en charge par la collectivité (les femmes veulent avoir le dernier mot sur l'emploi de leur temps sans que la maternité et les enfants leur fassent obstacle).

3.2. Idéologie sous-jacente

Ces quatre points constituent pour elles des exigences immédiates et des mots d'ordre, et sont la traduction d'une idéologie qui est en fait une critique révolutionnaire de la société actuelle. Il s'agit de réorganiser la société de l'avenir en abolissant la discrimination sexuelle dans les rôles qui attribuent actuellement les fonctions externes (travail, politique, culture) à l'homme, et les fonctions internes (foyer, ménage, enfants) à la femme. L'abolir implique donc le rejet de la « famille contraignante, autoritaire et patriarcale » et par suite, l'État « autoritaire », contraignant et la structure sociale édiflée sur cette cellule de base. La deuxième vague du féminisme n'est idéologiquement ni un mouvement à portée limitée, ni un mouvement par essence « bourgeois » (c'est-à-dire qu'il ne peut atteindre ses buts à l'intérieur des structures sociales actuelles), mais un phénomène qui dépasse l'idéal de la suffragette de classe moyenne du début du siècle. Un nombre croissant de militantes prennent conscience que leur programme est féministe et socialiste en même temps. Elles se rendent compte que d'une part il enrichit et approfondit l'idéal humaniste du socialisme en ajoutant aux idéaux de liberté, d'égalité, de fraternité et de prospérité collective, la conscience impérieuse

de la nécessité de dépasser la plus fondamentale des divisions du travail ; et que d'autre part, il donne un fondement théorique et une perspective historique à un féminisme jusqu'à présent plus idéaliste que réfléchi. Cette tendance a trouvé son assise théorique dans le marxisme.

Outre sa participation exclusivement féminine (cette règle vaut à peu près partout) et les buts qu'il poursuit, le mouvement de libération de la femme a dans toutes les circonstances insisté sur ce qu'on a fini par appeler l'« éveil des consciences ». Dans son analyse de l'oppression féminine, il est passé des handicaps légaux et institutionnels imposés aux femmes et qui sont explicites et mesurables, aux innombrables normes sociales qui régissent la vie des femmes qui d'ailleurs les acceptent et même les soutiennent au titre de lois « naturelles » ou de faits « normaux ». La profondeur de l'asservissement se mesure justement au fait qu'il passe inaperçu et que les femmes sont incapables de s'apercevoir que comparer leur sort à celui des hommes manque de réalisme. Le mouvement a donc cherché par tous les moyens, premièrement à encourager ses membres à se rendre compte de leurs propres faiblesses, de leurs échecs, de leur comportement personnel dans les situations sociales ; deuxièmement à faire part de leurs constatations à leurs « sœurs », ce qui provoque d'autres constatations en chaîne et à découvrir ainsi que leurs faiblesses et leurs détresses, partagées par toutes, procèdent donc du *social* et n'est pas le résultat condamnable d'un défaut personnel ; il les a encouragées troisièmement à cultiver la conscience de groupe, la solidarité et la disponibilité (« les femmes ensemble sont une force ») en même temps que la confiance en soi et la dignité ; quatrièmement à exercer leur perspicacité dans l'examen des attitudes dominatrices des hommes (notamment le « sexisme », le « masculinisme » ou *male chauvinism*) et des éléments discriminatoires contraignants des situations sociales ; à exercer enfin leur esprit militant à les dénoncer.

Il s'agit donc de dépasser la « politique », prise comme une activité distincte de la vie quotidienne, pour procéder à l'examen complet des relations personnelles et exiger des hommes un réajustement qui permette des rapports d'égal à égal (rôle équivalent à la maison, loisirs, etc.). Cette volonté de remodeler la vie est un des points essentiels de l'idéologie politique. Il risque de constituer à la fois sa force et sa faiblesse ; il peut être difficile à accepter, mais une fois admis, il peut avoir la vie longue. (Certains groupes minoritaires ont poussé cette détermination jusqu'à décider de se passer des hommes : ils ont établi des communes pour femmes et réduit leur vie sexuelle et affective à des rapports homosexuels.)

3.3. Questions théoriques

La position politique et idéologique que nous venons de voir a provoqué une série de débats théoriques qui portent surtout sur 1) l'origine de l'asservissement féminin ; 2) sa nature ; 3) sa justification et sa place dans l'Histoire ².

3.3.1. *Origines de l'oppression.* — Toute explication de la position actuelle de la femme fondée sur l'anatomie ou la physiologie est évidemment déboutée par le mouvement, puisqu'elle est la base de l'idéologie « sexiste » qu'il s'agit justement de combattre. (« Les organes ne sont pas le destin. ») C'est plutôt dans la Préhistoire qu'on a cherché une explication *sociale* de la sujétion des femmes. C'est ainsi que les découvertes et les théories de l'archéologie, de l'anthropologie

2. On a aussi amplement débattu les problèmes de stratégie et de technique (organisation, alliances, campagnes). Nous n'en parlerons pas ici.

et de la linguistique ont suscité un grand intérêt. Si on pouvait en effet démontrer qu'une société au moins ignorait la hiérarchie patriarcale, les explications biologiques du statut inférieur de la femme tombaient du même coup.

Ces recherches ont conduit aux écoles évolutionnistes de l'anthropologie d'avant-Boas, notamment à Lewis Morgan, aux tentatives d'interprétation de l'héritage culturel classique d'un J. J. Bachofen et surtout à la synthèse de ces théories qu'a présentées Friedrich Engels selon ses propres idées et celles de Marx dans *les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'État*, ouvrage qui a été une mine pour celles qui se lançaient dans les discussions théoriques. Les travaux de Robert Briffault et de quelques autres anthropologues occidentaux du XX^e siècle, qui échappaient à la tendance générale à l'évolutionnisme, ont aussi éveillé l'intérêt ainsi d'ailleurs que les descriptions d'institutions propres à certaines sociétés (comme celles de Mead et de Malinowski) et les travaux de quelques archéologues (en particulier V. Gordon Childe).

Les Origines de la famille... n'a pas été admis sans critique : les travaux de Morgan, sur les résultats desquels Engels fonde une partie importante de ses conclusions théoriques, contiennent un certain nombre d'erreurs d'interprétation de la vie sociale de l'Iroquois. Ce livre s'est cependant révélé fécond, car il avance la théorie d'une société originelle matriarcale, égalitaire, remplacée, au fil des interventions technologiques, par une autorité patriarcale qui s'installait après divers avatars ; il prévoit d'autre part, à partir des mêmes données, que cette autorité sera transcendée dans l'avenir. Selon lui, les femmes, loin d'avoir toujours vécu en sujétion, ont été les égales de l'homme pendant 99 % de l'histoire de l'humanité. Les derniers 50 à 80 siècles ne sont qu'un épisode qui touche à sa fin. Les femmes étaient les cultivatrices, donc les pourvoyeuses, les premières à inventer le collectivisme et les productrices (fabrication d'outils, tannage, tissage, poterie). Le développement de l'agriculture seul, fondé sur la domestication du bétail, a exalté le rôle masculin de la chasse et a, d'un seul et même coup, créé les conditions d'un considérable enrichissement collectif et de l'épargne individuelle et a permis, en remplaçant le groupe « démocratique » et les couples sexuels par les liens de la monogamie (monogamie pour la femme, en fait), la transmission de père en fils des biens en question : « la grande défaite historique et universelle du sexe féminin. »

... Ce mariage conjugal n'entre donc point dans l'Histoire comme la réconciliation de l'homme et de la femme, et bien moins encore comme la forme suprême du mariage. Au contraire : il apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans toute la Préhistoire. [...] La première opposition de classe qui se manifeste dans l'Histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe, avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin ³.

La société de classes était donc une société patriarcale. L'une et l'autre arrivent à leur terme :

... L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique [...] cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société. [...] Les moyens de production passant à la propriété com-

3. F. Engels, *les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Paris, Éditions sociales, 1954, chap. II, 4^e partie.

mune, la famille conjugale doit être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en une industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants deviennent une affaire publique ; la société prend également soin de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels.

Engels en arrive à conclure sur l'avenir des relations entre sexes que « pour que l'entière liberté de contracter mariage se réalise pleinement et d'une manière générale, il faut donc que la suppression de la propriété capitaliste et des conditions de propriété qu'elle a établies ait écarté toutes les considérations économiques accessoires ». Faisant remarquer que « l'amour sexuel est exclusif par nature, bien que cet exclusivisme ne se réalise pleinement, de nos jours, que chez la femme », il ajoute que « l'égalité des femmes ainsi obtenue aura pour effet [...] de rendre les hommes monogames dans une proportion infiniment plus forte que les femmes ne deviendront polyandres ». Mais ce qui disparaîtra « très certainement » de la monogamie, ce sont tous les caractères que lui ont imprimés les conditions de propriété auxquelles elle doit sa naissance, [...] la prépondérance de l'homme et [...] l'indissolubilité du mariage ». Ses spéculations se terminent sur une note moins affirmative :

donc, ce que nous pouvons conjecturer aujourd'hui de la manière dont s'ordonneront les rapports sexuels après l'imminent coup de balai à la production capitaliste est surtout de caractère négatif, et se borne principalement à ce qui disparaîtra. Mais quels éléments nouveaux viendront s'y agréger ? Cela se décidera quand aura grandi une génération nouvelle : génération d'hommes qui, jamais de leur vie, n'auront été à même d'acheter par de l'argent ou par d'autres moyens de puissance sociale l'abandon d'une femme ; génération de femmes qui n'auront jamais été à même de se donner à un homme pour quelque autre motif que l'amour véritable, ou de se refuser à celui qu'elles aiment par crainte des suites économiques de cet abandon. Quand ces gens-là existeront, au diable s'ils se soucieront de ce qu'on pense aujourd'hui qu'ils devraient faire ; ils se forgeront à eux-mêmes une propre politique et créeront l'opinion politique adéquate selon laquelle ils jugeront le comportement de chacun — un point, c'est tout ⁴.

Engels laisse le dernier mot à Lewis Morgan :

Si on reconnaît le fait que la famille est passée successivement par quatre formes et qu'elle se trouve actuellement sous une cinquième forme, la question qui se pose est de savoir si cette forme peut être durable pour l'avenir. L'unique réponse possible, c'est qu'elle doit progresser comme la société progresse, se transformer dans la mesure où se transforme la société, tout comme elle l'a fait jusqu'ici. Elle est le produit du système social et reflétera son état de culture. Puisque la famille monogamique s'est améliorée depuis le début de la civilisation, et très sensiblement dans les temps modernes, on peut à tout le moins supposer qu'elle est capable de perfectionnements nouveaux jusqu'à ce que soit atteinte l'égalité des deux sexes. Si, dans un avenir lointain, la famille ne devait pas être en mesure de remplir les exigences de la société, il est impossible de prédire de quelle nature sera la famille qui lui succédera ⁵.

Ainsi, pour Engels, familles patriarcales et oppression de la femme ont une origine commune et restent liées dans la fin qu'il entrevoit pour elles. L'analyse dégage le programme : développement des forces productives de la société, prise de conscience et organisation révolutionnaire, révolution socialiste qui amène la société sans classes, participation des femmes à la production à l'échelle de la

4. F. Engels, *les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, p. 79.

5. *Ibid.*, p. 79-80.

société entière, réduction du travail domestique à une proportion insignifiante, abolition de la famille, « cellule économique de la société », transformation des relations individuelles d'« amour sexuel » (selon ses termes) en rapport de libre affinité indépendante des contraintes économiques ou politiques qui prendraient par exemple, mais pas nécessairement, la forme de monogamies successives. Certaines expressions, certaines formulations d'Engels semblent ne plus être à leur place d'un point de vue rigoureusement libérationniste, et quand on connaît les changements sociaux survenus depuis (voir notre deuxième partie). Malgré cela, bien des gens font plus que s'intéresser « en passant » à ces idées sur ce « qu'il y avait à faire ». Le marxiste seul a su fournir aux théoriciens de la libération féminine une base idéologique solide et complète.

3.3.2. *La nature de l'oppression des femmes.* — Les discussions sur la nature de l'oppression des femmes ont tourné autour de trois points principaux : 1) la nature de la place de la femme dans la structure sociale ; 2) la nature du mécanisme de la famille patriarcale ; 3) les caractères propres à cette oppression et leur enchaînement.

3.3.2.1. *Place des femmes dans la structure sociale.* — À la façon des Noirs américains, certaines femmes ont tenté de définir la condition féminine comme celle d'une classe opprimée et liée dans l'ensemble par des rapports spécifiques à une classe opprimante au pouvoir et même aux moyens de production. Bien que radicales, ces tentatives n'ont guère eu de succès. Elles impliquaient en effet des concepts difficilement acceptables : appartenance à deux classes à la fois (classe sociale et genre féminin), lutte de classes sexuelles qui oppose les intérêts des hommes à ceux des femmes (jusqu'à la naissance d'une société sans classe sexuelle ?), sans parler des problèmes théoriques soulevés par la mobilité entre les classes. On a alors défini les femmes comme une caste. Mais cette solution, sauf qu'elle apporte une réponse au problème de la mobilité de classe, n'est pas de grande utilité et reste une conception individuelle. D'un point de vue marxiste, on peut évidemment objecter à ces deux théories qu'elles laissent entendre que la lutte des classes n'est pas le facteur décisif de la libération des femmes (et des hommes), que les *femmes* pourraient entraîner en quelque sorte « la déroute imminente de la production capitaliste » et que les *femmes* enfin formeraient la nouvelle classe dirigeante. Serait-ce alors la fin des luttes meurtrières, la « fin de la Préhistoire » ?

Pour l'instant, il ne ressort pas grand-chose de ces débats, sauf que les femmes doivent être perçues comme un sexe (on préfère souvent le terme « genre ») dont chaque membre fait aussi partie d'une classe sociale dont les intérêts sont parfois antagonistes (excepté dans le cas des femmes de la classe ouvrière) : l'identification avec des groupes sociaux d'oppression et d'exploitation d'une part, l'identification avec un groupe sexuel opprimé d'autre part. On a déjà signalé que cette situation s'apparente par son ambiguïté à celle de la petite bourgeoisie et plus particulièrement à celle des paysans qui peuvent se fractionner en groupes riche, pauvre, ou entre les deux, chacun justiciable d'une stratégie socialiste particulière à un moment précis de l'histoire. Un trait spécifique des femmes de notre société qui travaillent (surtout celles de la classe ouvrière) est qu'elles font preuve de peu de conscience de classe. Un premier mouvement ne les porte pas à se définir comme participantes indépendantes aux processus

de production, mais comme des personnes entretenues dans des unités de consommation familiale qui apporteraient la contribution d'un second salaire au revenu familial essentiellement masculin.

3.3.2.2. La famille patriarcale. — À ce point de notre analyse, deux questions fondamentales se posent : 1) Dans quel sens peut-on dire que la famille est la « cellule économique » d'une société capitaliste avancée ? 2) Dans quel sens peut-on dire également qu'elle constitue la « cellule politique » de cette société ?

En économie paysanne, la famille constitue à la fois l'unité productrice et l'unité consommatrice de la société ; le rôle de la femme est socialement nécessaire, pour ne pas dire vital, que ce soit pour l'économie de la ferme ou pour l'économie domestique. Mais, dans une société industrialisée, les fonctions de production primordiales, à l'extérieur comme à l'intérieur de la maison, sont assumées de façon industrielle et leurs produits sont distribués par l'intermédiaire du marché pour être échangés au niveau de la famille consommatrice contre l'argent gagné en général par les hommes. Seules les fonctions ménagères sont laissées aux femmes. « Ce travail domestique, dit Lénine, est hautement improductif, barbare et aride à l'excès... il est dérisoire et ne contient rien qui puisse si peu que ce soit faciliter l'épanouissement des femmes. » En d'autres termes, le travail routinier et sous-capitalisé pourrait être, au même titre que la puériculture, avantageusement transformé en travail productif sur une base collective. Mais c'est une tâche sans salaire, qui n'est même pas tarifiée.

Dans ces circonstances, dans quelle mesure la famille a-t-elle conservé, du point de vue marxiste, les caractères d'un élément de la « base » (les rapports de production) ? Dans quelle mesure est-elle devenue un élément de la « superstructure » (les idées et les institutions essentiellement dérivées de l'infrastructure économique) ? Est-il correct de parler de LA famille quand les relations de classe entre les membres et les moyens de production sont si différents ? Si de nouveaux rapports de production de base sont déterminés par la collectivisation de la production, dans quelle mesure les vestiges de la famille « cellule économique de la société » (dans le sens d'unité de consommation) influenceront-ils sur la nature de la famille ? Si la famille ressortit donc à la superstructure, ne devient-elle pas essentiellement malléable et assujettie aux volontés explicites de la société ? Aucun de ces problèmes n'a été encore éclairé par les discussions actuellement en cours.

On a mieux défendu l'idée que la famille actuelle constitue une sorte de microcosme de la société. Engels propose l'image suivante, à propos du mari : « Dans la famille, il est le bourgeois, et la femme représente le prolétariat. » D'un autre côté on soutient que c'est la famille qui enseigne aux enfants (surtout aux filles) l'obéissance et la docilité si bien qu'ils en arrivent à considérer la discipline imposée et la hiérarchie « inévitables » comme des éléments centraux du processus de socialisation. La famille devient ainsi le pilier de la classe ou de l'élite au pouvoir. On a, dans certains cas, cherché dans les premiers ouvrages de Reich une explication détaillée de ce phénomène et accepté l'idée que le mécanisme de base était un cycle répété par chaque génération qui engendre, l'une après l'autre, la répression sexuelle par les tabous et la culpabilisation, l'intégration personnelle de la répression et l'indépendance qui en découle ; d'autres sont plus circonspects à l'égard des explications sociopsychologiques de ce genre et se tournent vers la théorie

de la désublimation dépressive. Ils font ressortir qu'en tout cas supprimer les tabous n'est pas forcément libérateur.

3.3.2.3. Caractères spécifiques de l'oppression de la femme. — Une faiblesse dans l'argumentation des mouvements de libération de la femme semble parfois résider dans le fait qu'ils ont à se plaindre de *tout*, y compris de choses insignifiantes (rappelons le fameux holocauste des soutiens-gorge) sans pouvoir présenter une synthèse cohérente des éléments culturels disparates ressentis comme opprimants. Juliet Mitchell en Grande-Bretagne, a cependant proposé ce qui est peut-être le plus utile en l'occurrence : quatre « structures d'oppression » dérivées de ce qu'elle pense être les quatre fonctions sociales essentielles de la femme : production, reproduction, sexualité et socialisation des enfants. Quand elle participe à la production collective, la femme est vue comme victime d'une exploitation économique particulièrement poussée. Elle est considérée comme une main-d'œuvre proche de l'« armée de réserve » des chômeurs et on lui refuse l'indépendance financière. Exclue de la production collective, confinée au travail domestique privé, isolée et sans salaire, elle n'est même pas dans la précondition de sa libération. Le rôle productif forcé que les femmes tiennent dans la famille est à l'opposé de leur rôle reproductif. La grossesse survient de façon rendue trop souvent irrémédiable par les contraintes légales ou sociales. Elle échappe à leur contrôle et détermine le cours de leur vie. La mère est pourtant aliénée à l'égard de l'enfant, son « produit » par excellence, à la fois par son incapacité financière, par les normes légales et de façon encore plus significative par l'épée de Damoclès que ce qu'elle possède représente pour son autonomie.

La liberté sexuelle devient une « force positive de libération » dans le jeu monogame de la société, contrairement à ce qui se passe dans les conditions d'exploitation normalement rencontrées en régime polygame. La privation de cette liberté est une forme de répression. La société légitime officiellement l'amour spontané quand il passe par le mariage monogame, indissoluble, volontaire et contractuel. Cela restreint (pour les *épouses* seulement, à cause du principe « deux poids, deux mesures ») ses possibilités d'épanouissement : « la confiance en soi et la conscience qu'elle a de la sexualité sont pour la femme la base psychologique de ses activités sociales et de son émancipation ⁶ ».

Le fait que la femme puisse donner le sein à un nourrisson sert à justifier la fonction d'un responsable des enfants plus âgés qui est pourtant différente et qu'on lui attribue cependant. Ce dernier élément de la vie familiale de la femme a pris plus d'importance à mesure que les grossesses diminuaient : la mystique maternelle s'amplifiait à l'avenant. On soutient que la mère, dans la fonction socialisatrice que la société lui impose, subit une double oppression. D'abord elle est condamnée à la maison et à la fréquentation constante de personnes immatures. Ensuite elle se fait elle-même l'instrument de l'oppression en transmettant consciemment ou non, les valeurs et les normes du patriarcat. Dans ce cadre de quatre structures, on peut concevoir que les forces d'oppression varient indépendamment de chacune d'elles au gré des changements sociaux. On peut identifier le moment où ces fluctuations coïncident ou s'opposent. Certaines conjonctions se prêtent particulièrement à l'attaque des institutions oppressives. Au point de vue stratégique, on peut chercher la maille la plus fragile du filet à tel ou tel moment.

6. Reich, *la Révolution sexuelle*, chap. x.

3.3.3. *Place historique du mouvement de libération de la femme.* — Si on considère le mouvement comme un tout, il est évident qu'il embrasse des tendances contradictoires. Le clivage le plus marqué se situe entre les féministes « radicales » qui font de l'oppression sexuelle le sujet principal de leurs attaques, et les féministes « libératrices » (*liberationists*) au sens étroit, qui, elles, insistent sur l'exploitation de classe. On voit bien que la pensée marxiste est au centre de la vie intellectuelle du mouvement. Outre ceux que nous avons relevés un certain nombre de sujets de controverses sont débattus en termes visiblement marxistes. Par exemple : les quatre exigences de la campagne féministe sont-elles purement réformistes ? « Démocratiques bourgeoises » ? Peut-on obtenir satisfaction dans le cadre du système social actuel, ou est-il possible de formuler des demandes d'ordre « bourgeois » telles qu'aucun État bourgeois imaginable ne saurait y souscrire complètement (comme la nationalisation du sol ?) ou encore, est-il possible d'exiger des transformations économiques et politiques qu'aucun gouvernement ne pourrait vraisemblablement mener à bien ? On retrouve là des échos du problème de la « révolution permanente ».

Certaines théoriciennes du mouvement, et non des moindres, attribuent donc au féminisme actuel un rôle important dans le socialisme universel, considéré comme la sage-femme de l'Histoire accouchant une nouvelle formation sociale destinée à remplacer le capitalisme. Le nouvel être sera, évidemment, le dernier de la lignée, puisqu'il sera sans classe et donc débarrassé des antagonismes irréconciliables qui, pour les marxistes, engendrent les révolutions et les mutations sociales. C'est donc vers les auteurs socialistes et communistes d'autrefois que ces théoriciennes se tournent, ainsi que vers l'U.R.S.S., berceau de la première révolution socialiste. Elles y trouvent des lignes de pensée et un champ d'expérience pour leurs idées.

II. LE SOCIALISME SOVIÉTIQUE ET LES FEMMES

4. *Rapports entre le féminisme et l'expérience soviétique*

Il est donc normal que d'analyse en analyse les théoriciennes de la libération féminine en arrivent à examiner l'expérience du socialisme soviétique. Mais y a-t-il assez d'éléments pour supposer que les forces historiques, qui semblent aujourd'hui engendrer une nouvelle vague féministe d'inspiration marxiste en Amérique et en Europe, aient un rapport quelconque avec les conditions qui règnent en U.R.S.S. ? L'écart entre ces sociétés est-il si grand qu'il interdise des processus voisins ? Nous allons tenter d'analyser ces différences et les similitudes qui touchent le problème féminin.

4.1. Différences principales

La première différence, celle qui de toute évidence couvre toutes les autres, est la différence des systèmes sociaux. En U.R.S.S., la Révolution a remplacé la propriété privée et la production lucrative de marché par la propriété collective et la production planifiée. Le mouvement féministe voit dans cette institution la condition préliminaire à la libération.

En accord avec la pensée marxiste, la Révolution a fait de la complète égalité des sexes un de ses buts sociaux politiques explicite. Ce but n'a pas changé

et toute discussion du rôle de la femme dans la société est placée dans cette unique perspective.

Un des premiers actes politiques des Soviets fut la proclamation de l'égalité absolue des hommes et des femmes dans toutes les activités quelles qu'elles soient. C'est une égalité de droit explicitement inscrite dans la Constitution. Aucune loi, selon l'orthodoxie juridique, ne saurait passer outre.

« C'est le sexe féminin tout entier [qui a été] ramené à la vie industrielle collective, comme le dit Engels. C'est la première condition de la libération de l'épouse. » Il faudrait dire « virtuellement » *ramène à la vie*. En 1959, les femmes constituaient 55 % de la population et déjà 54 % de la main-d'œuvre civile (tous secteurs). Depuis, le nombre de femmes employées dans le secteur public s'est multiplié par 1,7 (1970).

En 1959, le secteur public emploie 47 % des femmes ; 51 % aujourd'hui (45,8 millions). Elles forment 53 % du personnel des fermes collectives. Chez la femme soviétique, la maternité ne se substitue pas au travail et à ses obligations. (Ajoutons que la « chosification » pour la « exploitation » commerciale ne fait pas partie des fonctions économiques de la femme soviétique.)

L'avortement se fait sur demande⁷. Les femmes soviétiques n'ont à fournir aucune justification, ni à demander la permission à un jury de médecins. Toutes les femmes bénéficient des méthodes anticonceptionnelles et de conseils dans cette matière.

Les couples sans enfants obtiennent le divorce par des procédures simples et rapides qui n'obligent pas à étaler sur la voie publique les vicissitudes du ménage.

Un réseau très fourni d'institutions pour enfants (100 00 en 1968), garderies, maternelles et jardins d'enfants, permet aux femmes de quitter le foyer. En 1970 ces institutions recevaient 9,14 millions d'enfants.

La situation de la femme soviétique est donc à tous ces points de vue, très différente de celle de ses sœurs d'Amérique ou d'Europe occidentale. Elle a déjà beaucoup de ce que le mouvement de libération réclame. Cependant, sur d'autres points, l'écart est moins considérable.

4.2. Similitudes et problèmes

Dans leur ouvrage *Professional' naya rabota zhenshchin i sem'ya*⁸, A. G. Kharchev et S. I. Golod font ressortir l'existence de facteurs communs aux deux types de société, qui ne font pas partie de l'infrastructure (les rapports de production) et qui influent sur la situation de la femme, sur les rapports entre les sexes, le mariage et la famille. D'autre part, selon eux, la société socialiste d'U.R.S.S. connaît des « contradictions » qui ont aussi leur importance. De quoi s'agit-il ?

4.2.1. Facteurs communs et contradictions

4.2.1.1. La biologie et les forces de production. — Quels que soient les systèmes sociaux, les femmes sont toujours des femmes, c'est-à-dire qu'elles ont une personnalité biologique formée de besoins physiques, psychologiques et sexuels particuliers.

Les forces de production de la société s'appuient sur la science et la technologie, qui sont en principe universelles et accessibles à tous les systèmes sociaux

7. Jusqu'à la douzième semaine de grossesse et pourvu que, éventuellement, six mois se soient écoulés depuis le dernier avortement.

8. Leningrad, Nauka, 1971, p. 117-120.

et qui ont des conséquences directes et indirectes sur la vie humaine. Des découvertes comme les pilules anticonceptionnelles, l'automatisation, qui modifie l'équilibre entre les exigences musculaires et intellectuelles du travail, la fabrication en série des produits de consommation entraînant la mécanisation du travail domestique, sont autant d'exemples, communs à toutes les sociétés, d'une intervention dans la distribution des rôles sexuels.

Les cadres de la vie quotidienne s'altèrent en même temps que les forces de production évoluent. L'industrialisation entraîne la concentration démographique urbaine, pose des problèmes de transport et de distribution, ce qui provoque des attroupements, des files d'attente, des retards, etc. Vivre demande plus d'efforts. Ainsi les relations inter-personnelles se modifient, changent de nature, de nouvelles contraintes apparaissent, de nouvelles possibilités se font jour.

4.2.1.2. *Contradictions de la société soviétique.* — Kharchev et Golod proposent quatre groupes de « contractions ».

4.2.1.2.1. *Contradictions inhérentes au système.* Elles sont essentiellement formées par les différences, voire les oppositions, entre travail physique et travail mental, ville et campagne, et le retard des rapports de production sur les forces de production, des mentalités sur les événements de la vie quotidienne. En bonne théorie marxiste, ces contradictions ne peuvent être surmontées qu'au niveau du communisme intégral. On peut montrer qu'elles ont presque toutes un retentissement au niveau quotidien de la vie féminine.

4.2.1.2.2. *Contradictions nées de la situation internationale.* Il faut garder présent à l'esprit la pauvreté économique et le retard culturel à partir desquels le nouvel État soviétique avait à construire. Les conséquences des guerres et le besoin de mettre sur pied rapidement un système d'allocation des ressources pour accroître les possibilités défensives du pays, ont gonflé le secteur des matières premières de l'industrie lourde. Ainsi la poursuite de la révolution culturelle a vu ses ressources limitées. Tout ceci constitue peut-être la circonstance la plus importante dans laquelle la libération de la femme s'est produite.

4.2.1.2.3. *Contradictions nées des défauts et des erreurs subjectives.* Ces contradictions, dans la mesure où elles comprennent cette « erreur » collective que fut l'établissement par Staline d'une dictature personnelle et l'état de terreur, imposé à des citoyens parfaitement innocents, ont eu de toute évidence une importance considérable sur la vie des femmes comme sur celle des hommes d'ailleurs. Staline cherchant une revanche à long terme, les femmes souffrirent non seulement en tant qu'épouses, mères, filles ou sœurs des hommes opprimés, mais en tant que genre des lois sur la famille et la sexualité qui les privaient de certains avantages acquis lors de la Révolution. Ces crimes doivent, à mon avis, être nettement distingués des erreurs de jugement faites sur des questions particulières touchant les femmes, par des groupes particuliers ou des individus à des moments précis de l'Histoire.

4.2.1.2.4. *Contradictions entre le système considéré comme un tout et les vestiges du passé subsistant dans les mœurs et les esprits.* Elles naissent des difficultés rencontrées dans l'édification du socialisme, de la diffusion d'attitudes occidentales contraires au socialisme, et de défauts dans la formation des masses aux nouvelles attitudes voulues par le système. De ce point de vue, le premier facteur est sans doute l'écho, dans la conscience individuelle, d'éléments hérités

de cette arriération culturelle que nous avons évoquée au paragraphe 4.2.1.2.2. Toutes ces contradictions se sont manifestées dans presque tous les secteurs où les femmes conscientes avaient à se plaindre de la société.

4.2.2. *Conséquences.* — Ces contradictions ont eu pour résultat que les femmes ne pouvaient éviter certaines difficultés dans les domaines de l'emploi, du revenu, des possibilités de formation, de la liberté sexuelle, des attitudes masculines, et dans la façon de surmonter ces difficultés mêmes.

4.2.2.1. Le problème de l'emploi. — Comme nous l'avons mentionné au paragraphe 4.1., les femmes ont fait de grands progrès dans l'accession aux emplois rémunérateurs. Elles ont en outre pénétré dans des domaines auparavant réservés aux hommes. Ainsi, en 1970, 59 % des spécialistes étaient des femmes, 6,5 millions de niveau secondaire ou technique et 3,5 millions de niveau supérieur. En 1968, 31 % des ingénieurs, 64 % des économistes, 71 % des enseignants et 72 % des médecins étaient des femmes.

La proportion de femmes est cependant moindre dans les emplois exigeant le plus de qualification et décroît très nettement au niveau des postes de direction. Ainsi en 1970, 39 % des scientifiques étaient des femmes dont 44 sans grade universitaire, 27 % avec une maîtrise et 13 %, un doctorat. Elles constituaient 50 % des assistants et des jeunes chercheurs, 26 % des attachés de recherche, 21 % des chargés de cours (*dotsenty*), 21 % des professeurs et 10 % des académiciens.

Durant la dernière décennie, leur proportion s'est accrue dans les rangs les plus élevés, encore que l'inverse soit vrai parmi les médecins. En 1963, les femmes, formant pourtant 34 % des spécialistes dans l'industrie, constituaient 65 % des techniciens, 38 % des ingénieurs, 16 % seulement des ingénieurs en chef, 12 % des chefs d'atelier et de leurs délégués et 6 % des directeurs. Bien que représentant 80 % des professeurs pour les classes du jour, elles ne formaient que 25 % des principaux d'école. Dans le domaine du commerce et des services au public (secteur qui compte une grande proportion d'emplois non spécialisés), elles formaient 75 % de la main-d'œuvre et 78 % des employés des établissements de crédit et d'assurance (pour le travail de bureau). À la fin de 1968, 72 % des travailleurs manuels de l'industrie textile étaient des femmes, 84 % dans l'industrie du vêtement, comparés à 41 % dans les industries mécaniques et métallurgiques. Dans quelques usines de certains secteurs, comme le textile ou le vêtement, on trouve souvent des hommes au niveau d'ouvriers qualifiés ou d'agents de maîtrise. Ce sont des industries qui restent « affaires de femmes ». La même situation (contremaître masculin/femme exécutante) se retrouve couramment dans l'agriculture.

Pour expliquer ce phénomène, nous pouvons envisager trois causes possibles : l'entreprise qui emploie la femme, la femme elle-même, et la maison qu'elle quitte. La direction d'une entreprise sait que l'employée sera malade plus souvent, qu'elle travaillera moins pour chaque heure d'entraînement reçu, qu'elle prendra sa retraite plus tôt et demandera des congés de grossesse. En outre, elle ne cherchera probablement pas à se qualifier pour un poste de responsabilité. Ainsi, tant que la législation antidiscriminatoire ou la pénurie de main-d'œuvre masculine ne constituent pas une limitation, l'entreprise a statistiquement avantage à salaire égal à faire avancer un homme. Quant à la femme elle-même, dans la mesure où elle est le jouet d'une « mentalité arriérée », elle a tendance à se montrer plus

passive, à s'affirmer moins ; en outre elle peut éventuellement ressentir l'hostilité masculine de la part de ses collègues, voire de son mari, si elle occupe des postes plus exigeants et comportant plus de responsabilités. Normalement, sa volonté s'en trouve affaiblie ainsi que, peut-être, ses capacités en termes de formation et d'expérience. Sa famille lui prend le plus clair de son temps et, par là, hypothèque ses chances de compléter son instruction. Cette situation est beaucoup moins astreignante pour les hommes. En 1924, les femmes consacraient 1 h 17 mn à leur formation et les hommes 1 h 50 mn ; en 1961, les femmes avaient multiplié ce temps par 1,73 mais les hommes par 3,6. Les positions relative et absolue des femmes ont donc empiré. Actuellement, elles passent de 4 à 6 heures par jour en travaux domestiques au lieu de 4 heures en 1924. Le supplément est en grande partie consacré aux enfants. Le désavantage des femmes vient du partage inégal du travail domestique. Cent ou cent cinquante milliards d'heures sont annuellement consacrées au ménage en U.R.S.S., soit l'équivalent de 40 ou 60 millions d'années/hommes. Plus de la moitié de ce travail est accompli « à temps perdu » par des femmes qui ont un emploi. Une étude a démontré que des femmes, ne recevant aucune aide, préparaient 61 % des petits déjeuners, faisaient 64 % des emplettes, 67 % de la lessive et du repassage, 69 % de la cuisine, assuraient 73 % de l'aide parentale aux travaux scolaires des enfants, 75 % des visites à l'école, 78 % des déplacements pour accompagner les enfants au jardin d'enfants ou aller les chercher, 81 % de l'entretien général des enfants (nourriture, toilette, habillage). La contribution masculine au travail domestique consistait à bricoler, régler les fournisseurs et donner un coup de main pour la lessive et le ménage. Les femmes travaillaient donc 3 fois plus que les hommes à la maison alors que ceux-ci jouissaient de 1,9 fois plus de loisirs qu'elles, faisaient 1,2 fois plus de travail volontaire, d'études personnelles et de voyages, 1,7 fois plus d'études, 2,2 fois plus de sports et consacraient 4 fois plus de temps à leur violon d'Ingres. D'autres enquêtes ont montré que 52 % des hommes ne font aucun travail domestique ou n'y consacrent pas plus d'une heure par semaine. Selon une étude, 46 % ou 47 % des hommes (et des femmes sans enfants), mais 63 % des mères de famille demandaient des congés de maladie.

La situation de l'ouvrière qui fait équipe de nuit est particulièrement éprouvante si ses enfants ont un emploi du temps « diurne ». Une étude a montré qu'un tiers de ces femmes dormaient 4 heures et $\frac{1}{6}$ moins de 4 heures. La moyenne se situe vers 4 h 30 mn par nuit. Les femmes ayant 3 enfants, n'avaient que 3,7 heures de sommeil ; sur 123 femmes dormant moins de 4 heures, 15,6 % vivaient dans une seule pièce⁹.

Ainsi, presque tous les éléments de contradiction que nous avons relevés entrent en jeu dans cette situation. Leur importance est plus grande encore si nous tenons compte du développement des facilités domestiques qui pourraient améliorer l'emploi du temps féminin. Les principales sont : le commerce, l'équipement ménager, les services auxiliaires d'agrément et les services de puériculture.

En 1960, il y avait un magasin de détail pour 381 habitants (en 1961, en Grande-Bretagne, 1 pour 89). En 1970 le chiffre s'élève à 358. Depuis le nombre de magasins est passé de 567 mille à 681 mille, mais ceux qui sont envahis par la clientèle sont bien plus nombreux encore qu'en Grande-Bretagne. Pour des raisons de sécurité, d'hygiène et de tradition, les techniques de vente sont lentes.

9. Ya. Andryushchkyavichene, in *Problemy byta, braka i sem'i*, p. 82-84.

On a calculé que la récente introduction des supermarchés épargnait à une famille 10 heures de courses par semaine. Il n'y a pas si longtemps les aliments, conditionnés de façon pratique, étaient relativement rares. Les livraisons sont exceptionnelles, les voitures peu nombreuses et rares sont les femmes qui conduisent.

L'équipement ménager est devenu courant ces dernières années seulement. Voici, en milliers d'habitants la densité de certains articles :

	1960	1965	1970
Machines à coudre	107	144	161
Machines à laver	13	59	139
Réfrigérateurs	10	29	87
Aspirateurs	8	18	31

Une enquête sur les mères de famille détenant des appareils ménagers donne les pourcentages suivants :

	jusqu'à 30 ans	de 31 à 40 ans
Machines à coudre	18	38
Machines à laver	31	62
Réfrigérateurs	2	19

Quinze pour cent seulement des familles ouvrières ont une machine à laver, 17 % un réfrigérateur et 20 % un aspirateur¹⁰. On a calculé qu'une machine à laver épargnait 500 heures de travail par an, c'est-à-dire 2 mois de lavages à la main. L'électrification intégrale du foyer permettrait d'augmenter de 40 % le temps à consacrer aux « activités socialement utiles » et le temps libre de 2 heures par jour.

Les services auxiliaires d'agrément sont encore très peu développés. Pour 244 millions d'habitants, on ne compte que 42 300 coiffeurs ou barbiers, 40 100 tailleurs ou modistes, 33 500 cordonneries, 3 600 buanderies et 1 100 teintureries. On fait donc chez soi ce genre de travail. Les services auxiliaires ne font que 5 % du travail domestique de la femme. « Les buanderies font 2 % environ de la lessive. » Ce secteur est souvent critiqué : on ne peut se fier ni à sa qualité ni à ses délais. En 1969, cependant, on a décidé d'employer à mi-temps les retraités, les invalides partiels et les ménagères pour augmenter la production d'équipement ménager et le nombre de services auxiliaires. L'industrialisation des services auxiliaires d'agrément a été retardée jusqu'à la fin de la décennie en cours, au profit du développement actuel de la mécanisation domestique (machines vendues ou louées). Il semble que cela corresponde aux vœux des femmes, puisque la première solution est moins onéreuse, à certains égards en tout cas (ex. : laveries publiques comparées aux machines installées à la maison).

Les traiteurs et les restaurateurs aident relativement peu la ménagère. En 1960, on comptait un établissement pour 1 469 habitants (en France en 1953, un pour 157) et un pour 1 028 en 1970. Ces 90 000 établissements installés en une décennie marquent un accroissement sensible, mais ne résolvent guère le problème de la préparation des repas. Seize pour cent du chiffre d'affaires de la vente au détail se fait par le réseau de restaurants et de traiteurs qui, évidemment, pratiquent des prix plus élevés que les magasins d'alimentation. En 1962, 4 % des repas ont été pris à l'extérieur. Le chiffre actuel doit être plus élevé mais, dans

10. Velichkene, in *Problemy byta...*, p. 96-97.

l'étude sur Vilnius, il n'y a que 6 % des familles dont tous les membres prennent leur repas de midi à l'extérieur et 16 % dont certains membres seulement pratiquent ce système¹¹. Les garderies s'occupent actuellement de 23 % des enfants qui pourraient en profiter (au lieu de 14 % environ en 1966). Mais ce service est plus facilement accessible au niveau des jardins d'enfants (de 3 à 7 ans) qu'à celui des garderies qui, d'après les utilisatrices, laissent davantage à désirer¹². Un enfant sur 5 (1,9 million sur 9,3), qui se trouve dans une institution préscolaire, vit à la campagne alors que 44 % des femmes sont des rurales. Il faut noter cependant, qu'au temps des moissons, les terrains de jeu prennent 5 millions d'enfants. Le nombre de places disponibles dans les jardins d'enfants et les maternelles a presque doublé depuis 1960. Ces services ne sont pas gratuits mais les femmes les plus nécessiteuses sont exonérées de tout frais. Ce sont les administrations locales et les services de l'éducation nationale qui ont la charge de ces établissements.

Il est évident que le « but authentique » de la Révolution, comme dit Lunachavsky, qui est d'installer le foyer sur une base sociale, est encore éloigné, encore que les progrès actuels soient plus rapides que jamais.

4.2.2.2. Le travail à mi-temps. — Ces enquêtes soulèvent un autre problème relatif au travail. Une bonne proportion de femmes qui travaillent déjà ($\frac{1}{5}$) aimerait travailler à mi-temps pour répondre aux besoins de la famille. Or, il y a actuellement très peu d'emplois de ce genre. Ces femmes font partie de familles à revenu *per capita* élevé. (Il semble qu'on n'ait pas interrogé les hommes.) On comprend que leur vœu est irréalisable quand on considère le très haut niveau de la main-d'œuvre féminine en U.R.S.S. En effet, on ne peut risquer de perdre la moitié du temps de travail d'une partie probablement croissante de la main-d'œuvre féminine pour intégrer quelques cas marginaux. Mais mettre à exécution les réductions prévues à l'horaire de travail, (une semaine fait actuellement 40,7 heures en moyenne pour les deux sexes), aurait du succès auprès des hommes et des femmes, car cela permettrait aux familles d'échelonner leurs horaires. On résoudrait aussi du même coup le problème du travail domestique, au moins en partie, et en tout cas dans un sens égalitaire.

4.2.2.3. Revenus. — Les données sur les revenus, analysées par sexe, ne sont pas publiées. On peut présumer qu'elles le seraient si elles révélaient des revenus presque identiques pour les deux sexes. On peut établir une approximation en comparant à la moyenne générale les niveaux de salaires des secteurs d'économie et des industries où on sait que les femmes travaillent en grand nombre.

Le nombre de femmes et les salaires sont de toute évidence inversement proportionnels. On remarque aussi la hausse de salaires survenue au cours de la dernière décennie. L'indice officiel des prix au détail, si l'on prend pour base 100 en 1950, est passé à 74 en 1960 et à 75 en 1970.

Kharchev et Golod font ressortir¹³ que les femmes, qui déclarent travailler pour l'argent, peuvent signifier par là que leur revenu 1) est essentiel pour subvenir aux besoins de la famille ; 2) complète un revenu familial jugé conventionnellement suffisant et permet les « extras » ; 3) leur procure indépendance,

11. Ya. Andryushchkyavichene, in *Problemy byta...*, p. 79, 81.

12. Z. Yankova in *Problemy byta...*, p. 45.

13. I. Velichkene, in *Problemy byta...*, p. 92.

TABLEAU 1
*Pourcentages de main-d'œuvre féminine et salaires moyens en espèces
 par secteur et par industrie*

Secteur ou industrie	1950	1960	1970
Économie en général (% de femmes)	47	47	51
(salaires en roubles)	64,20	80,60	122,00
Éducation et activités culturelles (% de femmes)	69	70	72
(salaires en roubles)	66,80	69,90	105,80
Crédit et assurances (% de femmes)	58	68	78
(salaires en roubles)	66,80	70,70	111,40
Santé et sécurité sociale (% de femmes)	84	85	85
(salaires en roubles)	48,60	58,90	92,00
Toutes industries ^a (% de femmes)	46	44	46
(salaires en roubles)	68,70	89,80	104,40
Textile ^b (% de femmes)	73	72	73
(salaires en roubles)	57,10	71,20	84,30
Vêtements ^c (% de femmes)	86	85	84
(salaires en roubles)	43,30	57,30	76,10

^a Travailleurs manuels. Le montant des salaires a été légèrement relevé.

^b Chiffres de 1966.

^c Le salaire moyen de tout le secteur de l'économie était en 1966 de 99 roubles 20 kopecks. On peut le comparer aux salaires dans l'industrie.

standing et égalité. L'enquête menée sur les femmes d'une usine d'appareils électriques de Vilnius, décrite par Panova¹⁴ montre que les femmes dont le salaire mensuel en espèces était de 75 roubles en moyenne, c'est-à-dire nettement inférieur à la moyenne de toutes les industries (104 roubles), faisaient partie de familles dont le revenu *per capita* était de 54 roubles. On peut calculer le nombre moyen d'enfants par femme à 1,007 d'après les données présentées. On obtient pour une famille présumée de 3 personnes, un revenu mensuel moyen de 162 roubles, c'est-à-dire que le troisième salaire n'est que de 87 roubles. Dans cette classe de famille, le salaire doit procéder de la première motivation signalée par Kharchev et Golod. Certaines familles doivent compter évidemment sur un salaire supplémentaire pour être plus à l'aise. Mais il est tout aussi certain que d'autres ne bénéficient *pas* d'un autre salaire et 53 % des femmes comprises dans l'étude gagnaient de 30 à 50 roubles seulement par mois.

Les salaires dans l'agriculture sont évidemment moins élevés que dans d'autres secteurs. Il est cependant intéressant d'apprendre que la hausse considérable des niveaux d'instruction, amenée par le régime soviétique, fait qu'un nombre significatif de femmes gagnent autant ou plus que leurs maris. C'était le cas de 44 % des familles étudiées dans un certain nombre de villages des *oblasts* de Moscou et de Ryazan (et notamment de 68 % des familles où les femmes avaient un emploi de bureau). En fait, la fameuse proportion de 2 % des femmes qui gagnent plus que leurs maris, ne se retrouve que dans le milieu des conducteurs de machines agricoles. Cela est dû à une raison assez curieuse qui n'a rien à voir avec la tradition. Les femmes de ces conducteurs sont parmi les mieux rémunérées, quel que soit le groupe social considéré. Leur niveau d'instruction tend fortement à être équivalent ou supérieur à celui de leur mari. (On peut en dire autant, d'ailleurs, des femmes à revenu modeste appartenant à des familles où l'époux

14. M. Pankratova, *Problemy byta...*, p. 156-157.

a un travail manuel, qualifié ou non.) Or, les revenus des femmes sont plus étroitement liés à leur instruction que ceux des maris. Les femmes tentent en outre à se marier avec des hommes qui, en termes de prestige et de revenu, sont sur le même plan qu'elles. Les conducteurs de machines agricoles, presque uniquement des hommes, attirent par le prestige masculin et des salaires relativement élevés des femmes plus instruites qu'eux-mêmes. C'est ainsi qu'on voit réapparaître la fameuse proportion des 2 %¹⁵. L'indépendance économique des rurales a fait d'immenses progrès à la suite des transformations apportées au système d'enseignement et au marché du travail. En dépit de ces améliorations, les femmes tendent à avoir des salaires relativement faibles comme nous l'avons vu. On peut l'expliquer de la même façon que leur manque de réussite professionnelle et les mêmes facteurs entrent en ligne de compte.

4.2.2.4. Accessibilité de l'instruction. — Dans ce domaine, on a fait indéniablement des pas de géants, spécialement dans le cas des filles de la campagne, surtout celles de culture islamique. L'enseignement primaire est parfaitement égalitaire, et les filles tendent à rester (le phénomène n'est pas nouveau) à l'école secondaire plus longtemps et en plus grand nombre que leurs condisciples masculins. Ces derniers sont plus nombreux que jamais en effet à quitter les établissements secondaires pour les écoles professionnelles (8 % en 1950, 16 % en 1960) ou le marché du travail. En septembre 1968, 46 % des élèves des cours du jour étaient des jeunes filles. En 9^e, 10^e et 11^e année, leur proportion passe à 56 %. Aujourd'hui, les jeunes femmes comptent pour 54 % de la clientèle des collèges techniques et pour 49 % de celle des institutions supérieures alors qu'elles forment, rappelons-le, 54 % de la population totale. Le pourcentage de femmes a augmenté au cours de la décennie, après un certain fléchissement observé au moment où le régime Khrouchtchev entreprenait des réformes qui donnaient la priorité aux candidats ayant l'expérience du travail. La proportion des étudiantes est particulièrement élevée dans les Écoles normales, les sciences sociales et les Écoles de médecine. Dans ces dernières, elle est cependant inférieure à ce qu'elle était il y a 20 ans. Enfin, elle est au contraire plus faible dans les matières techniques (38 %) encore qu'elle connaisse une recrudescence après le fléchissement de l'après-guerre.

Au-delà des études supérieures, l'image de la désertion féminine se renforce : 28 % seulement des étudiants au stade de la recherche sont des femmes (39 % en 1950 et 23 % en 1960). Répondant à un commentaire de Norton Dodge, Kharchev et Golod soutiennent que le phénomène peut s'expliquer ainsi : les femmes représentent de mauvais investissements quand le but social primordial est la maximisation de la productivité ; ils font remarquer d'autre part, que les règlements d'admission ne sont pas discriminatoires ; enfin, selon eux, on a pu observer des fluctuations de ce genre dans tous les pays après la guerre. Ils ajoutent qu'on devrait appliquer « des mesures administratives, consistant vraisemblablement à limiter l'admission masculine au *vuzy* au profit des femmes ». Ceci permettrait d'éviter qu'on interprète la situation comme une usurpation des possibilités féminines d'épanouissement. On peut, sans grandes chances d'erreurs, dire que beaucoup de « libératrices » tireraient arguments de ce genre pour plaider la justice historique, bien qu'ils ne constitueraient pas en eux-mêmes une réponse à leur

15. *Professional' naya rabota zhenshchin i sem'ya*, p. 122-123.

autre revendication, à savoir que la productivité sociale maximale, considérée comme objectif prioritaire, est la seule garantie d'une victoire durable au sein de la révolution culturelle. En fait, les femmes forment la majorité des spécialistes actuellement à l'emploi. Cela tient à leur taux de mortalité plus faible et à leur proportion élevée dans les rangs des étudiants d'avant la guerre.

L'inégalité aux niveaux supérieurs, que l'on observe actuellement, prend sa source dans le choix des priorités, des erreurs et le retard des mentalités. Dans le régime de planification en vigueur, on ouvre les portes des différents types d'enseignement supérieur en tenant compte de la planification du marché du travail. Ce n'est qu'incidemment que les chances d'accéder à tel ou tel niveau d'instruction sont indépendantes de la situation de l'emploi (voir ci-dessous 4.4.2.1.).

4.2.3. *Liberté sexuelle*

4.2.3.1. Limites imposées à la liberté sexuelle. — Deux séries de circonstances ont pesé sur la liberté sexuelle féminine : 1) la législation, qu'on peut qualifier à juste titre d'« anti-féministe » dans la mesure où elle a abrogé ce que Lénine appelait les « droits démocratiques fondamentaux », accompagnée des mesures décidées en 1936 et 1944 pour réduire les taux d'avortements et de divorces ; 2) les possibilités anticonceptionnelles insuffisantes dans la période qui a suivi l'abrogation de cette législation.

La Révolution donna aux femmes soviétiques la liberté d'éviter les enfants non voulus et de se séparer d'un mari devenu indésirable. Elles obtenaient sans difficulté l'avortement et le divorce. Dans les années 20 et au début des années 30, les conditions économiques difficiles provoquèrent une utilisation massive du droit à l'avortement. Après une propagande active, commencée en 1934, l'avortement fut déclaré illégal en 1936 et le divorce soumis à différents tarifs. En même temps, les mères de familles nombreuses obtenaient des allocations. En 1944, le divorce devint excessivement difficile à obtenir du point de vue administratif et financier. On insista sur l'enregistrement des mariages, seule manière d'obtenir la protection de la loi. On abrogea le droit d'intenter des poursuites pour défaut de pourvoir contre les pères putatifs, au profit des allocations pour les filles mères ayant un enfant de moins de 12 ans ; on introduisit un système de primes et d'allocations mensuelles pour les enfants de 1 à 5 ans ¹⁶ en faveur des mères de 4 enfants et plus (la prime étant octroyée à la troisième naissance seulement) ; on institua des ordres et des décorations pour les femmes ayant ou élevant 5 enfants ou plus. Enfin, un impôt supplémentaire frappa les célibataires et les familles comptant peu d'enfants.

De telles décisions s'expliquaient en partie par une farouche volonté nataliste. La législation fut mise en vigueur dans un climat dominé par le thème du « renforcement de la famille soviétique ». Dans les bouleversements de la Révolution et de la guerre civile, la vie sexuelle était forcément devenue plus ou moins anarchique, et les inévitables alarmistes n'avaient pas manqué de réclamer un « retour à la normale ». Leurs arguments avaient été vigoureusement attaqués par les jeunes générations. Staline rangea le Parti et l'État sous la bannière de ceux qui voulaient « stabiliser » la vie familiale. Il prit des mesures *administratives*. Il

16. Primes et allocations à l'origine généreuses furent coupées de moitié en 1947.

accrut aussi le nombre de garderies ¹⁷ mais de façon bien modeste en regard des normes actuelles (voir ci-dessus 4.2.2.1.). Ces premières mesures coïncidèrent avec les répressions massives que Staline lançait en même temps. Le fait qu'il attachât une telle importance à la restauration du prestige de la famille permet de présumer un rapport entre les unes et les autres. Sans doute considérait-il le « renforcement de la famille » au même titre que l'arbitraire policier, comme une façon de créer une discipline collective. L'un devait s'assurer des futurs citoyens, l'autre se rendre maître des citoyens du moment. S'il est vrai que la famille constitue « le berceau des idéologies autoritaires et des structures politiques » comme le dit Reich, la famille soviétique pouvait apparaître comme le moyen de mettre fin aux incessantes mises en question de la hiérarchie, de l'organisation autoritaire du travail et des autres institutions sociales. Les parents, atterrés par la répression, ne risquaient plus d'empoisonner leurs enfants par des idées hostiles au régime. (Ce système eut pour sous-produit économique l'obligation partagée par tous les consanguins de s'entretenir les uns les autres.)

Les mesures pour le « renforcement de la famille » furent accompagnées d'une période d'obscurantisme sexuel, de pudibonderie et de suprématie des « vieilles filles des deux sexes », ce qui plaide en faveur de l'hypothèse de la famille, instrument de discipline collective. Les homosexuels furent, par exemple, les victimes des premières arrestations massives de 1934. On les condamna aux peines pourtant abolies après la révolution d'Octobre. La littérature d'éducation sexuelle disparut et on vit se former une atmosphère de pudibonderie outrancière, accompagnée du cortège inévitable et hypocrite des ricanements et des histoires salées. Toute discussion publique sur les problèmes techniques ou physiologiques de la sexualité devint impossible. La recherche en ce domaine tomba au point mort. L'école laissa les enfants dans l'ignorance. La masturbation et les expériences sexuelles furent partout réprimées comme « dangereuses », la chasteté au contraire exaltée et considérée comme saine. (Conceptions toutes deux erronées, sauf au niveau purement somatique.) Quelques expériences individuelles donnent à penser que les femmes furent les grandes victimes de la nouvelle situation. En effet, d'une part, les hommes ne purent plus apprendre à devenir de bons partenaires sexuels et, d'autre part, elles virent réapparaître la loi du « deux poids, deux mesures », toujours en vigueur pendant les périodes d'obscurantisme sexuel, quelle que soit d'ailleurs la position officiellement prise par la société à l'égard de la « chasteté masculine ». Les mécanismes d'autocensure, mis en jeu par cette situation, ont certainement eu des effets considérables qui ne disparaîtront pas dans l'espace d'une génération. Les tabous sexuels sont un matériau social puissant. Une fois ceux-là avalés, les autres sont beaucoup plus faciles à digérer.

La régulation des naissances souffre actuellement en U.R.S.S. de deux défauts principaux : l'inefficacité des méthodes anticonceptionnelles et le recours excessif à l'avortement qui en découle. La technique, actuellement la plus employée, semble être le préservatif. Il n'a pas très bonne réputation. Son efficacité réelle était probablement très faible avant la guerre. En 1940, les tests à petite échelle

17.	1932	1937	1940	1945	1950
Enfants dans les garderies permanentes (en milliers)	1 062	1 045	1 172	1 471	1 169
Places dans les garderies (en milliers)	600	691	860	833	777

révèlèrent une efficacité de 65 à 80 % seulement. En 1966, elle passait à 97 %. Mais les tests à grande échelle pratiqués récemment indiquent une fiabilité de 80 ou 90 %, que l'on peut comparer aux 87 % de l'association diaphragme-spermicide et de la méthode périodique. Les solutions pharmacochimiques qui pourraient remplacer le préservatif ne sauraient être très séduisantes. Un produit (la « vikoceptine ») testé révéla une efficacité de 10 à 14 % et fut retiré du marché. Quant à la « pilule » (à l'efficacité presque absolue), elle n'est pas couramment employée en U.R.S.S. On rapporte que les produits anticonceptionnels, pourtant abondants, sont mal présentés (odeur, emballage...) et qu'on leur fait une publicité dérisoire.

L'avortement semble encore être la méthode la plus courante de régulation des naissances et non pas une issue de secours. Quatre-vingt-dix pour cent des avortements sont pratiqués légalement dans des institutions médicales. Dix pour cent sont pratiqués illégalement. Ce sont généralement des cas de grossesses avancées, d'intervention trop proche d'un avortement antérieur, de célibataires honteuses, de femmes pressées ou qui craignent de souffrir par les méthodes de la médecine officielle. Quatre-vingt-douze pour cent des avortements ont des justifications sociales. Trente-trois pour cent seulement des femmes qui ont eu des enfants n'ont jamais avorté. Parmi celles qui ont l'expérience de l'avortement, 49 % l'ont fait 3 fois au moins, 23 %, 2 fois et 29 %, une fois. En moyenne, la femme fertile a eu à peu près 5 grossesses, dont 2 environ ont été ainsi interrompues.

Il est prouvé que, dans l'état actuel des choses, l'avortement, surtout pour une première grossesse, est dangereux, susceptible d'entraîner des complications, et qu'il faut l'éviter dans la mesure du possible. On a fait un essai de publicité anticonceptionnelle dans sept villes. On a ainsi entraîné soit un arrêt de la croissance du taux d'avortement, soit son fléchissement, et l'élimination de 30 à 35 % des avortements, proportion à comparer à celle (20 à 25 %) du pays tout entier. Si l'on voulait réduire le nombre absolu d'avortements, il faudrait, en appliquant les mêmes méthodes publicitaires, obvier de 40 à 45 % des avortements en l'espace d'un ou deux ans. Pareil résultat ne peut être atteint que par l'utilisation de techniques plus perfectionnées, c'est-à-dire de la pilule¹⁸.

4.2.3.2. Améliorations. — L'avortement fut légalisé à nouveau peu après la mort de Staline (en 1955) et on entreprit des recherches à grande échelle sur la régulation des naissances à partir de 1962. Notons cependant qu'en 1968 il n'y avait toujours pas d'institut de recherche médicale spécialisé sur ce sujet. En 1965, la législation sur le divorce fut notablement libéralisée. En 1968, elle le fut encore et, après de longs débats, on restaura le droit des femmes à poursuivre les pères d'enfants nés hors du mariage. Actuellement, on semble assister à un mouvement d'opinion en faveur d'allocations familiales plus généreuses et couvrant plus longtemps les enfants¹⁹. On voit paraître quelques ouvrages d'éducation sexuelle, encore que beaucoup soient, d'un autre avis, de qualité très discutable et remplis d'« erreurs subjectives », entre autres, des affirmations telles que : « le modèle de la famille de 3 ou 4 enfants devrait servir de thème de propagande à

18. Cf. A. A. Verbenko *et al.*, *Aborty i protivozachatochnye sredstva*, Moscou, Meditsina, 1968, 39 p. Cf. aussi Ye. A. Sadvokasova, *Sotsial'nogigienicheskie aspekty regulirovaniya razmerov sem'i*, Moscou, Meditsina, 1969, 191 p., notamment p. 117-118 qui permettent de calculer que des avortements légaux ou clandestins étaient en 1966 quatre fois plus nombreux qu'en 1954 avant la nouvelle législation.

19. Cf. par exemple, N. G. Yurkevich, *Sovetskaya sem'ya*, Minsk, B.G.U., 1970, p. 40-41.

la presse, la radio et la télévision. Les gens devraient savoir qu'ils ne peuvent faire leur devoir à l'égard des besoins de reproduction de la société qu'en se mariant et en élevant au moins 3 enfants. » Ces affirmations, bien que s'accompagnant d'ailleurs d'opinions progressistes visant à refuser les solutions faciles aux problèmes sociaux, peuvent être considérées (à la manière d'« un socialisme de caserne »), étant donné les possibilités actuelles de la puériculture, comme sous-évaluant la liberté de la femme et son épanouissement.

Mais peut-être n'est-il pas très réaliste de se préoccuper du point de vue officiel ou académique. En effet, si on leur en laisse le loisir, les femmes comme les hommes « votent avec leurs pieds ». La natalité baisse parce qu'elles veulent moins d'enfants pour avoir plus de liberté et de commodités, eu égard à leur type de logement, leurs heures de travail et les services dont elles disposent. Hommes et femmes vivent en concubinage parce qu'ils se sentent ainsi moins prisonniers. Ils profitent des lois facilitant le divorce pour la même raison (ils n'ont pas toujours enregistré leur divorce pas plus que leur mariage si bien que les taux réels sont presque sûrement plus élevés que les taux publics). Le taux actuel est maintenant plus élevé qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Comme le divorce est plus facile à obtenir et est moins cher, ce n'est pas très surprenant et on ne saurait trouver à ce phénomène une signification sociale trop profonde. De la même façon la « vulgarité » de la femme qui boit, fume et jure, qui, par provocation, copie le costume et les manières des hommes, n'est pas une chose tout à fait mauvaise. Ces femmes ont au moins appris à se comporter comme des êtres humains autonomes (probablement ni pires ni meilleurs que leurs camarades masculins) dans les limites de leur sous-culture, de leur profession et de leur groupe social. Dans une société socialiste, il serait juste de blâmer au moins autant les jeunes filles qui ont le regard chastement baissé et aucune initiative.

En U.R.S.S.²⁰, aucune recherche sérieuse sur la vie sexuelle prémaritale des jeunes n'a été menée. Il est donc impossible d'évaluer les aspects positifs et négatifs de l'évolution sexuelle. Il reste à espérer que nous aurons très bientôt des données dans ce domaine. En revanche, les éléments, alors subjectifs des premiers crimes staliniens, et les erreurs qu'on a pu commettre par la suite ont été les grands adversaires de l'épanouissement de la sexualité comme composante de la liberté humaine.

4.2.3.3. Expérience politique et sociale des femmes. — Bien entendu, on ne trouve pas dans l'histoire contemporaine de l'U.R.S.S. l'équivalent des luttes des Noirs américains qui contribuèrent à la formation des femmes aux États-Unis. On n'a jamais étudié en U.R.S.S., du moins à notre connaissance, dans quelle mesure les femmes ressentent le « masculinisme » (*male chauvinism*). Quelques aperçus révélateurs mais contradictoires, laissent entendre, par différents signes, que les attitudes *Kinder, Küche und Kirche* (et même *Domostroï*) ne sont pas entièrement révolues, même pour la population instruite ni même pour la jeune génération. Yu. V. Arutyunyan rapporte par exemple que 25 % de l'intelligentsia, résidant entre 1964 et 1967 dans une certaine partie de l'oblast de Moscou, soutenait qu'il « était légitime de punir son épouse ». Dix-huit à 25 % des membres des autres groupes se ralliaient à cette opinion. Dans le même sens environ 30 % de cette population (approuvée par seulement 9 % de l'intelligentsia) pensaient

20. N. G. Yurkevich, *Sovetskaya sem'ya*, p. 140.

qu'il valait mieux dans la mesure du possible que la femme se consacre uniquement au ménage et aux enfants. Rien n'a été entrepris ces derniers temps pour combattre à grande échelle, par une campagne publicitaire par exemple, de telles attitudes. Ces attitudes sont cependant sapées par le relèvement général de l'instruction.

4.2.3.4. Éveil des consciences et organisation. — Le programme du Parti de 1919 déclare : « ... Actuellement, notre Parti doit avant tout travailler sur les idées et l'instruction à cette fin (l'abolition complète des derniers vestiges de l'inégalité des femmes dans le domaine des droits conjugaux et matrimoniaux). Ainsi il mènera à bien la destruction de toute trace de préjugés et d'inégalités, notamment dans la couche moins évoluée du prolétariat et de la paysannerie. » En 1918, fut créée la Commission du parti pour l'agitation et la propagande parmi les femmes, qui fut transformée en 1919 en Département des femmes. Le XII^e et surtout le XIII^e Congrès (1923 et 1924) se penchèrent avec une extrême attention sur la « question féminine », et provoquèrent une intense activité. En 1919, la Commission avait cependant déclaré que sa tâche était terminée et on l'avait dissoute. (Plus tard, on en créa de nouvelles dans les zones qu'on venait d'intégrer à l'Union soviétique et en Asie centrale.)

Après la guerre, la proportion de membres féminins du Parti était de 1/5 et elle a crû de façon très lente pour arriver aujourd'hui à 21 %. La proportion des femmes, membres des hautes instances du Parti et de l'État, suit la courbe que nous avons vue ailleurs, en ce sens qu'elle décline : 4 % au Comité central et à la Commission de révision, 0 % au sommet, au Politburo, 5 % aux Conseils des ministres de l'U.R., et 1 % au Conseil des ministres de l'U.R.S.S. Des organismes comme le Comité antifasciste des femmes soviétiques semblent n'avoir pas servi à faire des pressions pour appuyer les intérêts spécifiques des femmes.

Les facteurs qui expliquent le faible recrutement féminin du Parti (lequel, en tant que parti au pouvoir d'un peuple exemplaire, se soucie beaucoup des questions économiques et administratives) sont sans doute analogues à ceux qui influent sur le marché du travail. La passivité féminine, par exemple, est un facteur de retard dans la vie politique comme dans les autres secteurs. Les femmes peuvent penser : « Si tu n'as pas l'ambition d'arriver à des postes de commandes, pourquoi entrer au Parti qui te prendra du temps ? » Peut-être aussi que l'atmosphère militaire et « mâle » qui régnait dans le Parti du temps de Staline a-t-elle découragé les femmes. On n'a guère fait d'efforts pour faire entrer « artificiellement » les femmes dans le rôle de dirigeantes économiques.

La conscience féminine et l'engagement politique sont donc le reflet de la lente ascension des femmes au sein des organismes dirigeants de tous les secteurs d'activité. Ces dernières années toutefois, on a vu un nouvel intérêt pour la « question de la femme » se développer dans l'opinion publique et les milieux universitaires. En même temps, des pressions croissantes risquent de modifier l'ordre des objectifs. La diffusion d'idées, venues de l'étranger, y est peut-être pour quelque chose. Après tout, les idées réactionnaires des classes dirigeantes ne sont pas les seules à sauter les frontières.

On ne peut raisonnablement mettre en doute que les femmes soviétiques, dans la mesure où le *travail*, la fierté et l'intérêt qu'il engendre, forment le centre de leur vie, quoi qu'on en dise et quoi qu'il leur en ait coûté, ont et ont eu pendant

longtemps des possibilités d'épanouissement plus nombreuses que la plupart des femmes occidentales.

5. *Quelques questions*

Kharchev et Golod ont fait une critique positive du livre de Betty Friedan, *The Feminine Mystique*²¹, qui semble avoir servi de détonateur aux frustrations accumulées et avoir donné naissance à une multitude de groupes conscients. Mais Betty Friedan elle-même, est associée à une organisation (NOW) considérée comme bourgeoise, réformiste et ne faisant plus réellement partie du mouvement. Un certain nombre d'auteurs du mouvement de libération de la femme ont critiqué la situation de la femme en U.R.S.S., pas toujours avec honnêteté, me semble-t-il. Certains sociologues soviétiques seraient donc enclins à condamner le mouvement de libération de la femme pour anti-soviétisme et à le considérer comme essentiellement bourgeois, ou au moins, comme petit bourgeois *anarchisant*. (En effet ses membres n'ont rien d'ouvrières, pour l'instant en tout cas.) Les partis étrangers ont adopté des attitudes diverses : hostilité générale aux États-Unis, sympathie en Grande-Bretagne.

Quelle que soit l'opinion des Soviétiques sur le mouvement de libération de la femme, il est certain que les auteurs néo-féministes ont ressenti le fait que les idéaux révolutionnaires, un demi-siècle après la révolution d'Octobre, n'avaient pas été réalisés dans tous les secteurs. Elles ont essayé d'expliquer pourquoi on n'était allé ni aussi vite ni aussi loin qu'on l'espérait. Leurs critiques cependant, émanant de femmes plutôt aisées, citoyennes de pays aux niveaux de vie les plus élevés, à l'abri d'un ennemi impitoyable, peuvent manquer de réalisme. Les explications qu'elles donnent semblent s'orienter dans cinq directions.

1) Premièrement, il faut se demander si les dirigeants de la révolution d'Octobre n'ont pas, en action sinon en intention, sous-estimé l'importance de la libération des femmes et ne l'ont pas reléguée au deuxième plan. La critique s'est trouvée étayée, quant à la « structure » de la sexualité, considérée comme un moyen d'oppression, par l'argument que les dirigeants révolutionnaires dévoués sans restriction et même ascétiques dans leur vie personnelle, ne comprenaient pas l'importance de la sexualité, comme concurrente des problèmes politiques dans la vie psychique des masses, et n'avaient pas consacré assez de temps à analyser le rôle joué par la répression sexuelle comme mécanisme (comme LE mécanisme même) de la domination d'une classe. Les brutalités policières ne seraient, de ce point de vue, que l'ultime recours quand la répression sexuelle a échoué et que les masses « normalement » passives sont finalement poussées à la révolte par les contraintes qu'on impose à leur vie.

2) Deuxièmement, il faut considérer que même si les dirigeants avaient clairement formulé leurs intentions, leurs épigones et leurs interprètes avaient tourné leurs polémiques en dogmes, n'avaient pas saisi leurs idées et avaient fait de mesures provisoires des généralisations universellement valables. On peut citer par exemple la remarque de Lénine sur l'inopportunité du problème sexuel alors que la « question des Soviets » était encore « sur l'agenda du prolétariat allemand », ou le fait qu'il fût délibérément muet sur ce sujet en public, alors qu'il discutait, en privé avec Clara Zetkin, des moyens d'agitation qu'il jugeait appropriés.

21. *Professional' naya rabota zhenshchin i sem'ya*, p. 113-115.

3) Troisièmement, on peut tout expliquer en termes de « réaction thermidorienne », de revanche « bureaucratique » et autoritaire, menées en l'occurrence par Staline. Mais il ne faut pas oublier que ces phénomènes dérivait de l'insuffisance des forces de production de la Russie et, par suite, de la faiblesse du prolétariat russe. Le fait que Staline, personnellement, semble n'avoir eu aucune considération pour la dignité féminine (ce que raconte Trotski et Alliyeva le laisse entendre) peut être interprété alors comme une circonstance individuelle favorable au processus général.

4) Quatrièmement, il faut admettre que des événements irrésistibles avaient fait perdre de vue la théorie initiale. C'est ainsi qu'on dut improviser des solutions pragmatiques (besoins de main-d'œuvre, désertion massive des maris, etc.) qu'il fallut bien justifier *a posteriori* par des explications fallacieuses. C'est ainsi que l'analyse théorique ne suivit pas le rythme des découvertes technologiques et de l'évolution sociale. Il aurait fallu se rendre compte qu'on n'en était pas forcément à la « troisième nouvelle vie » et que les jeunes générations n'étaient plus illuminées par la ferveur révolutionnaire... On poursuivit pourtant des objectifs fondés sur l'esprit militant alors qu'ils étaient socialement et historiquement sans espoir et déjà désuets.

5) Cinquièmement, enfin, il faut considérer que les forces productives d'un pays socialiste isolé ne pouvaient d'elles-mêmes subvenir aux besoins de la société et que, vu la situation, il fallait bien donner le pas aux transformations économiques sur l'investissement social pour une vie plus civilisée, même si on négligeait par là les aspirations de générations entières. Sans prospérité et sans indépendance, on ne verrait plus jamais une révolution poindre à l'horizon.

Ces explications sont sans doute des fragments d'une vérité infiniment complexe. L'analyse et la discussion de ces problèmes ne peuvent être que fécondes. Si le cinquième type d'explication que nous venons de voir contient une part importante de vérité, le nouveau stade que la société soviétique vient d'atteindre et l'évolution qu'elle poursuit, poussent l'observateur à spéculer sur le profil probable du développement futur.

5.1. Conséquences politiques à long terme du développement économique et social de l'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. est aujourd'hui une grande puissance. L'agriculture et l'économie y sont en rapide expansion. Elle participe à part entière à la révolution scientifique et technologique, augmente les revenus de la ville et de la campagne, reloges ses citoyens et leur rend à maints égards la vie plus douce et plus agréable. À partir du XX^e Congrès du parti, les répressions massives ont été dénoncées, la légalité l'a emporté sur l'arbitraire, beaucoup d'institutions ont subi une profonde démocratisation et des fractions toujours plus vastes du public ont été introduites dans le mécanisme de la décision. L'intérêt porté aux personnes dans le besoin et les initiatives « de la base » ont pris des formes très diverses. Les grands problèmes sont discutés publiquement n'importe où et on trouve des solutions personnelles et hardies à toutes sortes de difficultés. Même les conflits les plus délicats, des luttes ouvertes « de principe » (le « souffle de la vie ») sont envisagés dans des contextes très divers. Les moralistes « dogmatiques » ont à rompre des lances avec les « analystes », les « savants » sur les problèmes sociaux...

Bien sûr, la prospérité induit en tentation et certains vices ne manquent pas d'apparaître. Pour ne citer que ceux qui nous intéressent, nous pouvons mentionner le cas de ceux ou celles qui succombent au goût du luxe vulgaire, les plaisirs ostentatoires de certaines « ménagères » aisées, le souci excessif de l'apparence et de la mode, la coquetterie et la « séduction féminine », qui sont pour les femmes un des chemins de la réussite. Mais les conséquences positives et progressistes du mieux-être général semblent très significatives. Les décisions du XXIV^e Congrès visant à alléger la tâche domestique et éducative des mères, donnent à penser que le rythme du développement des industries et des services impliqués s'accélénera encore. Les améliorations de la dernière décennie seront surpassées par celles de la décennie suivante.

Si on peut se permettre d'être optimiste au point de vue matériel, qu'advient-il de l'idéologie ? Il est probable que parmi les nombreux sujets qu'on devra aborder, le débat sur la famille touchera aux problèmes socialement mûrs pour un contre-examen. Les discussions aboutiront sans doute à de nouvelles mesures pour s'accorder à l'évolution sociale et aux changements de l'opinion. On peut isoler au moins trois problèmes qui seront ainsi soumis à l'examen.

5.2. Les enfants d'aujourd'hui et l'avenir : le contenu de la socialisation

Le processus de socialisation est inévitable et essentiel pour la société. Quelles normes, quelles valeurs soutiendra-t-il ? On prétend parfois que la famille, bien qu'elle soit influencée par la politique, « n'est pas et n'a jamais été une institution politique ²² », et qu'en conséquence elle ne disparaît pas en régime communiste. Si on admet que la famille autoritaire patriarcale est le maître pilier d'un État autoritaire patriarcal, elle est alors une institution politique par excellence. Les préceptes, les inhibitions qu'elle transmet et l'exemple qu'elle donne façonnent plus que toute autre chose le caractère des générations montantes, leurs relations avec la société et les institutions dans lesquelles elles vivront. Les qualités qu'exige une société socialiste pour accéder au communisme sont le dynamisme et l'audace. On peut essayer de les analyser ainsi :

Initiative, confiance en soi, indépendance : personnalité autonome ;

Clairvoyance, hardiesse intellectuelle, esprit d'invention, curiosité, esprit critique : intelligence critique ;

Juste appréciation de soi, esprit libéré de l'irrationnel (superstitions, sentiments de culpabilité, dévotion à l'autorité) : lucidité ;

Volonté, détermination, discipline personnelle, caractère entreprenant, esprit frondeur : combativité.

Ces qualités deviennent d'autant plus difficiles à développer que les familles se fondent sur une discipline imposée, qui, « transgressée », provoque chez les enfants un sentiment de culpabilité. Faire connaître ces risques et réajuster les rapports interpersonnels qui les masquent sont des objectifs que la « vie elle-même » pourrait bien mettre à l'ordre du jour.

5.3. Famille et liberté sexuelle des femmes

La liberté sexuelle est un objectif aussi important que toute autre forme de liberté. Elle sera nécessairement une des composantes de la « bonne société ». Autrement dit, un peuple doit avoir le comportement sexuel qu'il désire et non

22. Pr. Kharchev, in *Problemy byta, braka i sem'i*, p. 22.

celui que lui impose une contrainte extérieure, sociale ou psychique. Cela semble impliquer qu'on reconnaît la valeur et les avantages du plaisir sexuel, conçu comme une fin en soi, indépendante de l'amour, de la reproduction et de la socialisation des enfants. Toutes ces fonctions sont essentielles et peuvent être combinées, mais pas nécessairement, ni même probablement de façon continue. Atteindre un tel but sans dommage suppose une sensibilité sociale et psychique à la sensualité et une culture correspondante. L'éducation sexuelle doit favoriser cette sensibilité chez l'être civilisé vivant en société. Hommes et femmes, garçons et filles, doivent apprendre à se montrer prévenants et policés dans leurs rapports sexuels, dans l'exercice de leurs capacités biologiques, leurs « muscles » sexuels et leurs réponses affectives. Cela doit se faire de façon saine, naturelle et active, plutôt que passive (comme c'est le cas pour le consommateur de pornographie), obligatoire, obsessionnelle et aveugle. Les documents incomplets et scientifiquement faux qui circulent actuellement seront inévitablement réexaminés sous peu. La valeur de *la monogamie renforcée à la lumière de l'évolution technologique et sociale*, pourrait aussi être remise en question. Le prolongement de la vie, la précocité de la puberté, la natalité plus basse, le travail dans le secteur collectif multipliant les contacts sociaux des femmes, l'apparition imminente de produits anticonceptionnels sûrs, la démystification générale des relations sociales provoquée par le développement et la diffusion des résultats des sciences sociales après l'épisode stalinien, tout cela tend à saper la position du contrat monogame éternel. Comme Engels s'en rendait compte, et l'agnosticisme auquel il était arrivé sur ce sujet le montre bien, on peut dire que les solutions de rechange pour la monogamie, par exemple la restauration de la liberté sexuelle dont jouissaient les femmes au sein du clan avant « la grande défaite historique du sexe féminin » sont, à un niveau élevé (négation de la négation) un avatar de la monogamie non patriarcale. L'expérience individuelle, l'acceptation d'un éventail de comportements possibles en société (pas forcément hétérosexuels), semblent être des solutions aussi valables sexuellement qu'elles peuvent l'être au point de vue de l'économie ou de l'éducation.

5.4. Institutions optimales pour la socialisation de l'enfant

On a soutenu que « la monogamie obligatoire elle-même... n'est pas autre chose qu'un moyen de créer pour l'enfant les meilleures conditions de sa socialisation ²³ ». Évidemment, tout ce système de relations sociosexuelles à long terme qui n'offrirait aucune condition favorable à la socialisation de l'enfant, tel que nous l'avons évoqué précédemment (voir 5.2.), ne pourrait survivre longtemps. Il est loin d'être avéré que la monogamie offre justement ces conditions. On semble tendre actuellement vers le système des monogamies successives. Ce n'est pas forcément la meilleure solution, surtout du point de vue des enfants. Ce système n'élimine pas la jalousie et la possessivité (de la part de l'époux ou de la part des enfants) qui semblent inhérentes aux relations de couples, déjà qualifiées d'« d'égoïsme à deux ». (Chose surprenante, le mariage considéré comme un refuge apparaît dans la littérature russe ²⁴.) Pourtant les contraintes sociales n'ont pas l'habitude de rester sur le seuil du foyer. Des « collectifs » travail, habitation pourraient bien se révéler un jour plus naturels et plus viables que ce qu'on a appelé récemment le « collectif » familial.

23. A. G. Kharchev, *Byt i sem'ya v sotsiolisticheskoy obshchestve*.

24. A. G. Kharchev, *Brak i sem'ya v SSSR*, Moscou, 1964, p. 292.

5.5. Participation des femmes aux débats et aux mouvements

Il semble que la démocratisation continue des mécanismes de la vie soviétique laissera libre cours aux femmes de participer davantage aux discussions et aux mouvements visant à éliminer les vestiges d'inégalité de leur condition. Des groupes de pression féminins pourraient prendre en charge certains objectifs, d'une façon aussi efficace et acceptable que leurs devanciers (notamment les groupes professionnels). On ne peut prévoir si cette participation passera par les *Zhenotdely* du Parti, remis en vigueur, par les syndicats ou encore par des organismes autonomes spécialement créés. Mais la conviction des femmes que :

<i>Nikto ne dast nam izbavleniya</i>	[Personne ne nous donnera d'éclaircissement
<i>Ni bog, ni tsar' i ni geroi</i>	Ni Dieu, ni tsar, ni héros
<i>Dob'yomsya my osvobozhdeniya</i>	On n'aura la libération qu'arrachée
<i>Sioyeyu sobstvennoi rukoi</i>	Par nos propres mains !]

comme le dit la version russe de *l'Internationale*, pèsera lourd dans la planification sociale. Une vaste campagne de propagande changeant l'image qu'ont les hommes de la femme, et leurs attitudes à son égard, au travail ou à la maison, un mouvement volontaire massif en vue des programmes pour le confort collectif entrepris par les pouvoirs publics, pourraient être autant de moyens de raccourcir la longue marche de la liberté féminine.

Un étranger, me dira-t-on, en parle à son aise, et un homme a beau jeu de dissertar. Qu'on veuille bien lui pardonner ²⁵ !

RÉSUMÉ

L'auteur pose les problèmes essentiels de la libération des femmes, et il rappelle ensuite la doctrine de Marx et Engels sur ce sujet. Dans une seconde partie, il étudie l'évolution de la situation de la femme en U.R.S.S. depuis la Révolution jusqu'aujourd'hui ; il analyse les différentes contradictions dans la société soviétique, et concentre ensuite son analyse sur les problèmes de l'emploi, des revenus, de l'accessibilité à l'instruction. De plus, il aborde le problème de la liberté sexuelle et les limites qui lui sont imposées. Enfin, il examine le rôle des femmes dans le domaine politique et social et s'efforce de montrer quelles pourraient être certaines des conséquences prévisibles de la situation actuelle de la femme. Cet article est basé sur les publications et documents soviétiques.

ABSTRACT

[*Women in the Soviet Union*] The author first outlines the problems of Woman's Liberation and gives us the doctrine of Marx and Engels on this subject. In the second part, the author studies the evolution of the situation of women in the U.S.S.R. from the Revolution to the present day. He analyses certain contradictions in Soviet society, and then focuses his analysis on the problems of employment, income and educational opportunities. He also deals with the problem of sexual freedom and the limitations imposed upon it. Finally, he examines the role of the woman in political and social domains, and attempts to show that this may be the consequence of the present day situation of women in the Soviet Union. The article is based on Soviet publications and documents.

RESUMEN

[*La mujer en la Unión soviética*] El autor plantea los problemas esenciales de la liberación de la mujer y nos recuerda, seguidamente la doctrina de Marx en Engel referente a este sujeto. En una segunda parte estudia la evolución de la situación de la mujer en U.R.S.S. despues de la revolución hasta nuestros días. Analiza las diferentes contradicciones de la Unión

²⁵. Les données présentées sans référence sont tirées des publications les plus récentes émises par les Services statistiques nationaux de l'U.R.S.S., au moment de la rédaction.

soviética y concentra seguidamente su análisis sobre los problemas : del empleo, de los sueldos, de la accesibilidad a la instrucción. Además aborda el problema de la libertad sexual y los límites que le son impuestos. Finalmente examina el rol de la mujer en el dominio político y social, se esfuerza en mostrar cuales podrían ser, ciertas de las consecuencias previsibles de la situación actual de la mujer. Este artículo está basado en las publicaciones y en los documentos soviéticos.